



SYRIE

COMMENT LA SAMS VEND LE CHANGEMENT DE RÉGIME ET LA GUERRE AUX USA

Page 24

LIBERTÉS SYNDICALES

LES SYNDICATS RÉPONDENT À ZEMALI

Page 3

ISSN : 1112-7449

MIDI



ABROGATION DU SERVICE CIVIL

LES DÉPUTÉS "DIVISÉS"

Page 5

L'info, rien que l'info

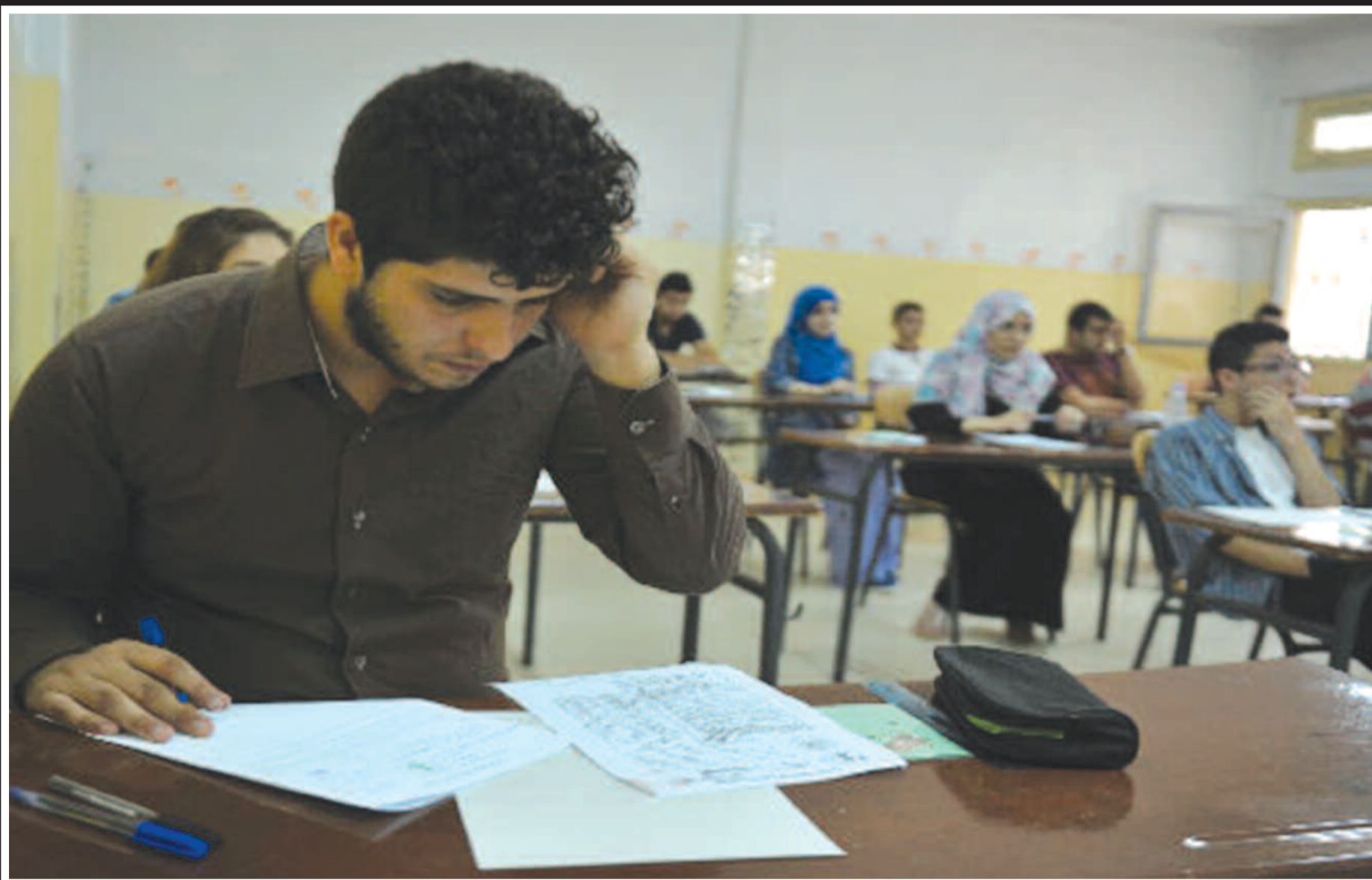
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION *Libre*

N° 3373 | Lundi 23 avril 2018 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

BAC 2018

PAS DE CHANGEMENT DANS LE DISPOSITIF DE SURVEILLANCE

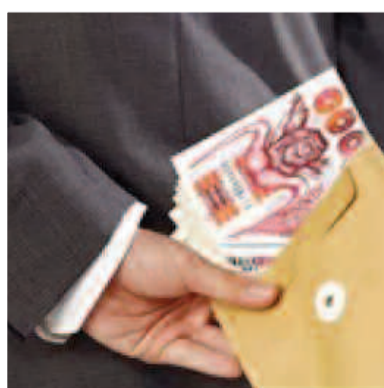
Page 5



APRÈS LE CRASH DE BOUFARIK

L'ALGÉRIE CONTINUE D'ENTERRER LES VICTIMES

Page 3



POUR ÉVALUER LA CORRUPTION

LE FMI ANNONCE DE NOUVELLES MESURES

Page 6



5
mille nouvelles
caméras de surveil-
lance bientôt ins-
tallées à Alger.

84
investisseurs
déçus de leur
droit au problème
du foncier à
Médeä.

142
morts déplorés
durant le premier
trimestre de 2018 à
travers le territoire
national.

Défilé et concours de voitures de collection

Les amateurs de voitures de collection étaient, sans nul doute, au rendez-vous de vendredi et samedi dans la wilaya d'Oran à l'occasion de la 1^{re} manifestation officiellement dédiée à ce genre de voitures. Plus de 65 participants, représentant 10 wilayas, étaient attendus pour participer à ce défilé de voitures de collection, entrant dans le cadre de la promotion des Jeux méditerranéens programmés à Oran en 2021, a précisé à l'APS Fares Benaïssa Mohamed, président de l'association "Aventures randonnées d'Oran", co-organisatrice de cet événement en compagnie de "VW Aircoold Ouest d'Algérie".

Au programme, un 1^{er} défilé était programme pour vendredi à partir de 9h sur les grands boulevards d'El-Bahia, avec comme point de départ et d'arrivée l'hôtel Le Méridien. Les participants étaient conviés, dans l'après-midi, à faire un tour du côté de la Montagne des Lions, avant de prendre part le lendemain au concours du Top 3 désignant les trois plus belles anciennes voitures, et ce, au jardin Sidi-M'hamed, non loin du boulevard



Front-de-Mer. "On a déjà organisé ce genre d'événement en 2014 et 2015, mais sans l'implication des instances officielles, contrairement à cette édition qui est parrainée par la direction de la jeunesse et des sports et la maison de jeunes de 100-Lits à Belgaid", a encore expliqué M. Benaïssa.

Forum algéro-britannique de la cybersécurité les 8 et 9 mai à Alger



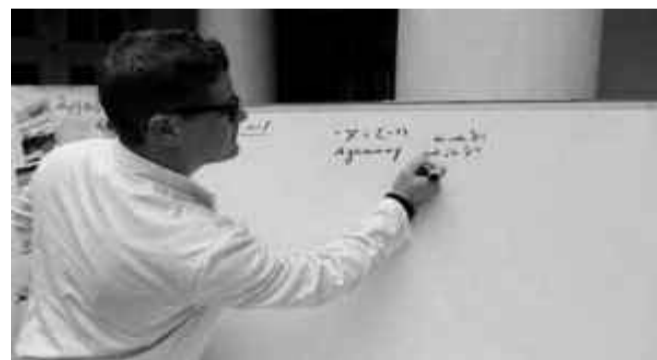
La première édition du Forum algéro-britannique de la cybersécurité se tiendra les 8 et 9 mai prochains à Alger, en présence d'experts des deux pays. Organisée en collaboration avec le Conseil d'affaires algéro-britannique, la conférence portera sur "Le risque de la cyber résilience dans une éco-

nomie digitale". Le forum s'inscrit dans une démarche de réflexions et d'échanges visant à promouvoir une vision internationale de la cybersécurité. Le Forum, qui s'adressera aux entreprises algériennes touchées par les risques émergents de l'économie numérique, comptera des analystes et des experts en matière de cybersécurité du Royaume-Uni et de l'Algérie partageant des expériences communes. L'événement sera l'occasion de promouvoir des accords entre les entreprises algériennes et britanniques dans le domaine de la formation, d'échange de savoir-faire technologique, d'octroi de licences et de mise en œuvre d'initiatives concrètes visant à renforcer les relations économiques bilatérales.

Les représentants des entreprises des deux pays auront aussi l'opportunité de participer à la réflexion stratégique du domaine, valoriser leurs expertises en apportant les retours d'expérience à travers des ateliers et conférences.

La terminologie et la production de néologismes en débat à Béjaïa

La problématique du manque de terminologie spécifique à la langue amazighe ainsi que la production de néologismes ont polarisé les travaux du 1^{er} Colloque national sur la terminologie, ouvert ce mercredi au Centre national de recherche en langue et culture amazighes de l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa. D'aucuns ont estimé, à ce titre, que l'aménagement lexical de la langue bute, actuellement, sur une inflation de mots nouveaux, qui souvent, faute d'être standardisés et normalisés participe à la confusion, voire à l'inhibition du système linguistique en général. Paradoxalement, malgré cette prolifération de mots nouveaux, les praticiens dans divers domaines peinent à trouver des réponses à leurs besoins spécialisés (grammaire, mathématique, informatiques, etc), ont estimé plusieurs intervenants, appelant à l'aménagement du lexique et de ce qui a été fait. Comment faire de tamazight une langue d'enseignement et non pas seulement une langue à enseigner s'est interrogé un intervenant, mettant en relief, la nécessité d'une coordination plus étroite des néologues, notamment en matière de validation des nouveaux



mots créés ou à créer. Souvent il n'est pas distingué, ni les techniques utilisées, ni les origines dialectales, ni les sources d'emprunts.

Le débat, prévu sur deux jours, a démarré en trombe avec le souci évident de suggérer une démarche afin de recentrer le travail d'aménagement du lexique de la production à l'usage et d'en uniformiser les objectifs et les pratiques.

Djamel Ould Abbès

"Le comité central du FLN se tiendra bientôt. La rencontre abordera le document des réalisations du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika de 1999 à 2019. (...) Le FLN réitère son appel au président de la République, en vue de se porter candidat à la présidentielle de 2019, afin de poursuivre son œuvre."



D
I
X
I
L
T

Mordu par un serpent, attaqué par un ours et blessé par un... requin

En moins de quatre ans, Dylan McWilliams, Américain de 20 ans, a été mordu par un serpent, s'est réveillé un matin la tête dans la gueule d'un ours et a cru perdre sa jambe dans la mâchoire d'un requin à Hawaï. Série noire... "Mes parents sont reconnaissants que je sois toujours en vie". Lui aussi, sans doute. Car, en moins de quatre ans, le jeune Américain Dylan McWilliams, originaire du Colorado, a multiplié les expériences douloureuses, effrayantes, potentiellement mortelles. La dernière en date ? Alors qu'il faisait du bodyboard, ce jeudi, au large de l'île de Kauai, un requin-tigre d'environ 2 mètres lui a attrapé la jambe. Le jeune homme, âgé de 20 ans, grand amateur d'espaces et instructeur en techniques de survie, a alors réussi à nager environ 30 mètres pour gagner la côte, où un passant a appelé les secours. Dylan McWilliams s'en est finalement sorti avec seulement sept points de suture. En juillet dernier, ça avait été neuf points sur le cuir chevelu après une mauvaise rencontre avec un ours brun dans un camp d'été dans le Colorado. Le jeune homme s'était réveillé, la tête enserrée entre les crocs du plantigrade, qui le traînait au sol. Il a été également mordu par un serpent à sonnettes lors d'une randonnée dans l'Utah.

Le passeport post-Brexit sera fabriqué par une entreprise... française

Le nouveau passeport que les Britanniques utiliseront après le Brexit devrait être fabriqué par une entreprise française, rapporte la presse britannique, un choix vécu comme une "humiliation nationale" par les partisans de la sortie de l'UE. Gemalto serait sur le point de remporter l'appel d'offres lancé par le gouvernement britannique, devançant l'entreprise britannique De La Rue, qui assurait jusqu'à présent la fabrication des passeports. "Une définition de l'ironie : nous quittons l'UE et le gouvernement attribue la fabrication du nouveau passeport britannique à un pays (de l'UE)", a-t-on notamment tweeté.

A L'ISSUE DU CONGRÈS EXTRAORDINAIRE

Peur sur le FFS

Le groupe dirigé par Ali Laskri, qui est sorti victorieux de l'épreuve des urnes puisque c'est sa liste qui a eu les faveurs des volants lors du congrès extraordinaire, a refusé le principe de la liste unique comme cela lui a été proposé par le groupe rival, emmené par les Baloul.

PAR KAMAL HAMED

Apparemment rien ne sera plus comme avant au Front des forces socialistes (FFS). Le congrès extraordinaire, qui s'est tenu avant-hier vendredi et qui a permis l'avènement d'une nouvelle instance présidentielle (IP) risque, en effet, de laisser d'indélébiles séquelles sur l'unité et la cohésion du plus vieux parti d'opposition. L'absence de consensus sur l'élection des membres de l'IP entre les deux ailes qui se disputent le leadership au sein du FFS est sans doute la preuve concrète de l'existence d'une première fracture. Ainsi le groupe dirigé par Ali Laskri, qui est sorti victorieux de l'épreuve des urnes puisque c'est sa liste qui a eu les faveurs des volants lors de ce congrès extraordinaire, a refusé le principe de la liste unique comme cela lui a été proposé par le groupe rival, emmené par les Baloul. En vérité c'est ce même principe qui a été retenu lors de la dernière session du conseil national. Ainsi, selon les termes de la résolution de ce conseil, le congrès extraordinaire devait seulement élire deux membres de l'IP qui videraient



s'ajouter aux trois autres membres que sont Ali Laskri, Mohand Amokrane Cherifi et Aziz Baloul. Dans les statuts du parti, notamment l'article 48, il est clairement stipulé qu'en deçà de deux membres l'instance présidentielle ne peut gérer le parti et qu'il faut donc un congrès extraordinaire pour élire une nouvelle instance. Il faut dire que c'est Ali Laskri qui est à l'origine de ce remue-ménage. En démissionnant de cette instance présiden-

tielle, réduite à trois personnes seulement après la démission d'un autre membre et l'exclusion de Rachid Halet, Laskri a obligé le parti à aller vers un congrès extraordinaire pour remédier à cette situation organique. Ce d'autant qu'il a refusé avec force de revenir sur sa démission. Lors de ce congrès donc Ali Laskri a conduit une liste composée de Mohand Amokrane Cherifi, lui aussi membre sortant de l'IP,

Hayet Tayati, le sénateur Meziane Brahim et Chioukh Sofiane alors que la liste concurrente, conduite par le député Mohamed Nebou, était composée du P/APW de Bejaia, Mhena Hadadou, de Mme Oudjabria de Chlef et de Djamel Baloul. A l'issue du vote des congressistes la liste d'Ali Laskri a fini par obtenir 224 voix contre 179 voix pour la liste concurrente. Mais malgré les déclarations des uns et des autres sur le triomphe de la démocratie au sein du FFS ce congrès risque de mettre sérieusement en péril le parti cher à feu Hocine Aït Ahmed. Depuis la disparition de ce dernier le FFS était dirigé par une instance présidentielle qui tentait tant bien que mal de préserver la cohésion des rangs en dépit d'âpres luttes intestines entre les différents groupes. Mais maintenant que cette cohésion précaire est rompue, d'aucuns se demandent si le FFS va pouvoir transcender sans anicroches cette dure épreuve et se prémunir contre les plus que probables secousses qui ne vont pas manquer à l'avenir.

K. H.

CONFÉRENCE SUR LES LIBERTÉS SYNDICALES

Les syndicats répondent au ministre du Travail

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Les syndicats autonomes ont décidé d'organiser une conférence, le 1^{er} mai prochain, sur les libertés syndicales. Une réponse sera apportée aux propos tenus récemment par le ministre du Travail autour de la représentativité syndicale en Algérie.

Les 13 syndicats, représentant l'Éducation, la Santé, la Poste et l'Administration publique, vont se regrouper le 1^{er} mai prochain pour organiser leur conférence. Outre les syndicats des secteurs concernés, sera présent également un panel d'experts du monde du travail et des spécialistes du droit du travail et conflits sociaux. Une conférence qui est attendue par les syndicalistes pour apporter, selon l'un des

porte-parole du collectif "une réponse au ministre du Travail sur la question de la représentation syndicale mais en même temps examiner les libertés des acteurs syndicaux". Il faut savoir que ces derniers temps la polémique a enflé entre le ministre du Travail et les syndicats autonomes autour du droit de grève, l'adhésion à un syndicat en dehors de l'UGTA et bien entendu la question de la représentativité. Si le ministre du Travail, Mourad Zemali, a tenté de "revoir sa copie" après avoir minimisé le rôle des syndicats autonomes et leur durcissement des mouvements de grève, les syndicalistes estiment que "les propos du ministre n'ont aucun fondement juridique sur qui représente les travailleurs". Le représentant du Cla (Conseil des lycées d'Algérie) Idir Achour considère

que "les libertés syndicales et le droit de grève ne sont pas des options mais des droits constitutionnels" consacrés de manière claire dans la Constitution de 2016. De plus, le collectif syndical appelle le ministre "à s'en tenir à l'application des lois qui régissent le secteur et de ne pas dépasser la caractéristique juridique en ce qui concerne le droit de grève et autres". Pour les syndicalistes, il y a le contraire qui se fait à travers la multiplication des entorses à la liberté syndicale et les violations du cadre réglementaire qui régissent les arrêts de travail légitimes. Les syndicats ont tenu à dénoncer dans ce sillage "les ponctions sur salaires opérés et qui ne reposent sur aucune loi". En parallèle, les syndicats autonomes n'ont pas jugé utile d'inscrire dans leurs agendas un quel-

conque débrayage ou action de contestation tant que les décisions ne seront pas claires sur le statut des syndicats que tente d'imploser l'autorité de tutelle. Une menace qui pèse sérieusement sur ces syndicats qui ne comptent pas rester les bras croisés. Ils seront donc amenés à voir ce qui se dessine par les récentes déclarations du ministre surtout dans cette conjoncture particulière de la fronde sociale. Le gouvernement se trouve ainsi sur des charbons ardents puisque les syndicats autonomes souhaitent établir des négociations pour apaiser l'agitation. Mais sans plus.

F. A.

DIX JOURS APRÈS LE CRASH DE BOUFARIK

L'Algérie continue d'enterrer les victimes

PAR CHAHINE ASTOUATI

Les 257 victimes du crash de l'avion militaire près de l'aéroport de Boufarik continuent d'être identifiées et enterrées avec les honneurs aux quatre coins du pays. Une tâche qui, 10 jours après le drame, n'est toujours pas achevée, tant l'identification et le transport des dépouilles des victimes sont compliqués.

Ce n'est que le 15 avril, soit quatre jours après le crash que les premières victimes ont été identifiées au niveau de l'hôpital central de l'Armée à Aïn-Naâdja.

Le chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah a assisté à la levée des corps des premières victimes identifiées, avant qu'elles ne soient transférées vers leurs wilayas

d'origine pour être inhumées avec les honneurs, selon le ministère de la Défense.

La nature du crash, l'explosion et l'incendie qui a ravagé la carlingue de l'avion ont compliqué et retardé l'identification des victimes, à tel point que les familles impatientes qui attendaient de pouvoir faire leur deuil ont été invitées par le chef d'état-major à "se munir de patience et de compréhension".

Transfert des dépouilles en avion et accueil avec les honneurs

Le nombre de victimes qui restent à identifier n'a pas été publié par le ministère de la Défense qui gère seul la situation mais, jusqu'à ce samedi 21 avril, il continue de publier des images de transfert de dépouilles des victimes du crash vers

leurs wilayas d'origine.

Dans la plupart des cas, le transfert se fait en avion militaire et une délégation d'autorités militaires et civiles et d'imams accueillent les dépouilles dans les aéroports de l'intérieur du pays.

À Constantine, le 15 avril, c'est le général major Athamnia, commandant de la 5e région militaire qui a accueilli les premiers corps des victimes identifiées en compagnie du wali de la wilaya.

Les cercueils recouverts de l'emblème national reçoivent à chaque fois les honneurs militaires sur les tarmacs des aéroports avant d'être transférés par route, souvent sous escorte, vers les localités où ont lieu les enterrements.

Hommages populaires

Dans toutes les localités ayant perdu des

hommes et des femmes dans le crash, de nombreux citoyens viennent rendre un dernier hommage aux victimes.

Les photos et les vidéos publiées sur les réseaux sociaux et divers médias montrent à chaque fois des foules impressionnantes assistant aux funérailles, dans une atmosphère de grande tristesse.

À Annaba, Constantine, Oran, Tlemcen, Béjaïa, Bouira, Biskra, Blida, et dans la plupart des wilayas du pays, les images sont presque toujours les mêmes : un cercueil drapé du drapeau national, porté par des soldats en tenue de cérémonie, des pompiers ou des policiers, entouré d'une foule immense et endeuillée, emportant le défunt vers sa dernière demeure.

C. A.

BATNA

Un abri pour terroristes détruit

Un abri pour terroristes contenant une bombe de confection artisanale et des quantités de munition a été découvert et détruit avant hier à Batna par détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte anti-terroriste et suite à une opération de recherche et de ratissage menée à Batna, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 21 avril 2018, un abri pour terroristes contenant une bombe de confection artisanale, des quantités de munitions, ainsi que des téléphones portables et divers objets", précise-t-on de même source. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP "ont arrêté, lors d'opérations distinctes menées à Tlemcen et Relizane, six narcotrafiquants et saisi 60 kilogrammes de kif traité", alors que 2.750 unités de tabac et 467 boîtes de médicaments destinées à la contrebande ont été saisies à El-Oued et Biskra. Dans le même contexte, un détachement de l'ANP "a intercepté à In Guezzan (6ème RM), trois contrebandiers et saisi 800 litres de carburant, des outils d'orpailage et des moyens de détonation", tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale "ont appréhendé, à Souk-Ahras, deux individus en possession d'une arme à feu et de plus de 1.400 cartouches de différents calibres". D'autre part, des garde-côtes "ont déjoué deux tentatives d'émigration clandestine de onze personnes à bord d'embarcations de construction artisanale à Annaba et El-Tarf", alors que "34 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen".

TROIS TERRORISTES
CAPTURÉS À JIJELL'Armée publie
les photos

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a publié, hier, les photos des trois terroristes capturés vendredi dernier par les éléments de l'Armée nationale populaire à Jijel. Pour rappel, vendredi dernier, dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de fouille et ratissage, un détachement de l'Armée Nationale Populaire a capturé à Ain-Loubna dans la wilaya de Jijel, trois terroristes. Il s'agit de H. Abdelhakim dit - Abdelnassir Djamel - qui a rallié les groupes terroristes en 1995, M. Arezki dit - Ami Saïd - qui a rallié les groupes terroristes en 2002 et A. Hichemdit - Mouaad - qui a rallié les groupes terroristes en 2017.

R. N.

BOURSE D'ALGER

Le réveil contrarié
du marché obligataire

Après une décennie de sommeil, quelques opérations récentes semblent traduire un réveil timide du département obligataire de la Bourse d'Alger.

PAR RIAD EL HADI

La Société de refinancement hypothécaire (SRH) a annoncé qu'elle vient de réussir l'opération d'émission d'un emprunt obligataire de 5 milliards DA sur le marché financier. Le taux d'intérêt associé à cet emprunt est de 5,2 % sur une période de cinq ans, a indiqué la société dans un communiqué. Le produit de l'émission aura vocation à être affecté aux besoins de financement de la société notamment au refinancement des crédits hypothécaires destinés au logement et le financement du leasing immobilier (crédit-bail), a précisé la SRH. L'émission a été réalisée conjointement par le Crédit populaire d'Algérie en tant que chef de file, plusieurs banques publiques ainsi que Société générale Algérie, BNP-Paribas el Djazair et Tell market. En octobre dernier, c'est Nafaâ Arbous président du directoire de Maghreb leasing Algérie (MLA) qui annonçait le succès d'un emprunt obligataire d'une valeur de 2 milliards de dinars assorti de taux d'intérêt variant entre 4 et 6 % sur une période de 5 ans. "Dans le prolongement de ce lancement réussi, MLA ambitionne de lancer annuellement un emprunt à hauteur de 1 à 4 milliards de dinars, et ce dans l'optique de pérenniser cette stratégie de financement", avait souligné M. Arbous.

Le marché obligataire
détruit par la politique
de subvention du crédit

Ces deux opérations seraient-elles annonciatrices d'une relance du marché obligataire algérien ? Les spécialistes évoquent un "âge d'or" du département des obligations de la Bourse d'Alger entre 2003 et 2010 avec les premières émissions réalisées par des acteurs économiques publics et privés de premier plan. Sonatrach, Sonelgaz, Air Algérie ou Algérie Télécom mais aussi des entreprises privées parmi les plus dynamiques comme Cevital. Des émetteurs qui s'étaient lancés dans des opérations jugées à l'époque très volontaristes, mais qui



avaient également bénéficié de conditions de financement avantageuses.

Selon l'expert financier Hachemi Siagh, "le coût de l'émission réalisée par Cevital n'avait pas dépassé, tous frais compris, un taux de 3,8 % alors que les taux d'intérêt bancaires étaient voisins de 7 %".

Une dynamique qui malheureusement a été rapidement enrayerée en raison de la politique mise en œuvre par les autorités financières algériennes elles-mêmes.

Explication : à partir de janvier 2010, les cours pétroliers connaissent une hausse très sensible et les banques algériennes se retrouvent rapidement en situation de surliquidités. Le ministère des Finances décide alors de mettre en place un système de subvention des taux d'intérêt basé sur des bonifications très nombreuses et généralisées. Cette subvention massive du crédit va provoquer d'abord une réduction sensible du programme d'émission obligataire de la place d'Alger "prévu en 2003 à 32 émissions et ramené rapidement à seulement une quinzaine". Un programme qui n'a pas cessé de se rétrécir depuis cette date avant d'être réduit à sa plus simple expression dès le début de la décennie en cours.

Une nouvelle conjoncture
favorable à la relance
du marché financier

Les conditions macroéconomiques semblent désormais favorables à la relance du marché financier algérien. La surliquidité des banques algériennes appartient au passé et les ressources du budget de l'État sont en forte réduction, ce qui devrait conduire à une remise en cause rapide des politiques de subvention du crédit. La voie serait alors libre pour les retours sur le marché obligataire des entreprises algériennes publiques et privées les plus performantes. On attend cependant toujours le recours au marché obligataire de

plusieurs groupe publics, Sonelgaz en tête, évoqué au cours des derniers mois par les responsables économiques algériens. Le financement non conventionnel est passé par là. Deux des entreprises potentiellement candidates au financement par le marché obligataire, Sonatrach et Sonelgaz, ont été les premières bénéficiaires, pour des montants considérables (on parle de respectivement 900 et 600 milliards de dinars), de la mise en route de la planche à billet dès le dernier trimestre de 2017.

Le rôle du FNI en question

Dans la nouvelle conjoncture financière marquée par la raréfaction des ressources budgétaires, le rôle du Fonds national d'investissement (FNI) est également sur la sellette. Le fonctionnement du FNI depuis sa création a en effet largement contribué à la quasi extinction du marché financier auquel il s'est substitué partiellement en accordant des prêts à long terme et très fortement bonifiés à de nombreuses entreprises publiques potentiellement candidates au financement par le marché. De nombreux experts estiment que le FNI devrait être transformé complètement pour acheter des actions et des obligations à la manière d'institutions financières comme la Caisse des dépôts et consignation française ou la CDG marocaine dans le but de permettre à de nombreuses entreprises publiques comme privées de grandir et se développer en contribuant à la dynamisation du marché financier. Ce n'est pas non plus l'orientation retenue récemment par les autorités algériennes qui semblent également avoir décidé de faire du FNI un des bénéficiaires du financement non conventionnel.

R. E.

FRAUDE ET PRATIQUES MARCHANDES

Deux nouvelles lois pour cerner les phénomènes

PAR RACIM NIDAL

Deux nouvelles lois destinées à lutter contre les phénomènes de fraude, à renforcer la protection des consommateurs et à mieux organiser les conditions d'exercice des activités commerciales, viennent d'être adoptées par le Parlement.

A propos de celle relative à la protection des intérêts des consommateurs en particulier, le directeur de la qualité et de la consommation au ministère du Commerce, indique qu'elle est destinée à

protéger leur santé, leur sécurité mais également leurs intérêts matériels.

S'exprimant, hier, à l'émission l'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, Sami Kolli explique que cette loi donne la latitude à tout acheteur d'un bien ou d'un service de se rétracter dans le cas où il n'est pas satisfait.

En plus de la garantie légale, un consommateur devrait, déclare-t-il, "bénéficier d'un service après vente lui donnant l'assurance que le produit qu'il a acquis lui sera soit échangé, soit réparé, s'il présente

des imperfections, ce qui, dit-il, n'est pas toujours le cas". Au cas où ces types de services n'auraient pas été assurés, M. Kolli signale qu'un acheteur doté de son contrat d'achat, qu'il invite à lire scrupuleusement, a la possibilité d'en appeler à la commission nationale des clauses abusives afin de recouvrer ses droits. Il annonce, en outre, qu'à l'effet d'informer les acquéreurs d'un article ou d'un service, le ministère du Commerce a mis en ligne un guide du consommateur, expliquant la procédure à effectuer lorsqu'ils se sentent

amaqués. Le représentant du ministère du Commerce signale, d'autre part, qu'entre 2017 et 2018, les services de contrôle ont réalisé 13 % d'interventions de plus, qui leur ont permis de constater des infractions diverses. Parmi ces dernières, il fait état de celles relatives aux chiffres d'affaires dissimulés, dont il précise qu'elles ont porté sur des sommes de 2,7 milliards de dinars en 2017 et d'environ 4,1 millions de dinars durant les premiers mois de 2018.

R. N.

BAC 2018

Pas de changement dans le dispositif de surveillance

Les épreuves du bac de juin 2018 se dérouleront dans les mêmes conditions que lors des précédentes éditions, a annoncé l'Office national des examens et concours Onec.

PAR IDIR AMMOUR

Dans cette information, qui s'apparente à un démenti implicite aux informations rapportées par certains journaux, faisant état de nouvelles dispositions dans la surveillance, l'Onec explique que les candidats seront au nombre de 20 par classes avec trois professeurs pour assurer la surveillance.

L'Onec indique en outre que les enseignants en charge de la préparation des épreuves et de la surveillance, pendant l'examen, travailleront dans "un climat familial".

En revanche, pour ce qui est des sujets d'examen, Mme Benghabrit a donné des instructions aux professeurs en leur demandant d'opter pour des épreuves qui font appel au raisonnement, à la déduction et non au - parcourisme - qui favorise les tentatives de fraude.

Selon l'Office national des examens et concours (Onec) les choses vont bon train pour réussir ces épreuves à tous points de vue, réhabiliter la confiance entre les candidats et les instances de l'Éducation nationale et crédibiliser ce symbole de réussite scolaire et sociale. La sécurisation de l'examen va commencer au niveau de cette dernière qui a bénéficié comme à l'accoutumée d'une mise à niveau grâce aux moyens financiers consentis par les pouvoirs publics, et les centres d'examens où une batterie de mesures est prévue. A cet effet, l'Onec, a déjà ficelé les listes des enseignants qui assureront la surveillance des examens de fin d'année pour l'année scolaire 2017-2018. Avec le souvenir du scandale de la fraude durant les examens lors des précédentes sessions marquées également par des situations de rébellions des élèves, l'Onec n'est pas prêt à revivre le même scénario en procédant à un règlement rigoureux. Pour ce, les élèves mais aussi les surveillants seront sous surveillance. Trois surveillants sont prévus pour chaque salle d'examen, 4 pour les candidats



libres. Les sorties de classe vers les sanitaires sont strictement encadrées. Dans l'environnement extérieur des mesures de sécurité sont également prises. Et pour mettre l'élève dans un environnement plus profitable, l'Onec a limité le nombre d'élèves de 19 à 20 par classe d'examen.

en place d'un système national de normalisation et d'évaluation des réalisations des élèves", précise la même source.

Il a été également souligné "la nécessité de la mise en place d'une vue d'ensemble des questions relatives à l'éducation, conçues et mises en place par les organes et cadres du ministère, à la suite d'enquêtes et de Consultations avec les professionnels du secteur de l'éducation et ses partenaires, ainsi que les rencontres scientifiques et pédagogiques qui ont eu lieu, dans ce cadre".

Les interventions ont été axées, en outre, sur "les moyens de reformulation des différents points de référence pour l'éducation et l'apprentissage à partir d'indicateurs de qualité (Marwat diminutif de la référence nationale à la présentation et à l'évaluation)", ajoute la même source.

Par la même occasion, "le programme de travail à venir a été identifié, la définition des tâches ainsi que les structures qui s'appliquent aux différents éléments de la réglementation actuelle", note le communiqué. Le colloque a été, en outre, l'occasion de "présenter les divers documents en cours d'élaboration sous la forme de références générales, de référence pour chaque article et les ressources méthodologiques et pédagogiques", souligne la même source.

I. A.

Le système national de normalisation et d'évaluation des élèves en débat

La mise en place d'un système national de normalisation et d'évaluation des réalisations des élèves a été au centre d'une rencontre des cadres de l'Éducation nationale, présidée samedi par la ministre du secteur, Nouria Benghabrit, indique un communiqué du ministère.

L'objectif de la réunion est de "placer tous les cadres du ministère sur la même information, où l'accent a été mis sur la mise

GREFFES D'ORGANES, PMA ET GPA

Ce que prévoit le nouveau projet de loi sanitaire

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Le projet de loi sanitaire présenté hier matin devant les députés par le ministre de la Santé apporte des réponses à certaines problématiques qui se situent à la jonction du clinique et de l'éthique.

Ainsi pour ce qui concerne le prélèvement et le don d'organes, une agence nationale sera mise en place, à l'effet de coordonner et de développer les activités de prélèvement, de transplantation ou de greffes d'organes, de tissus ou de cellules humaines et d'en assurer la régularité et la sécurité

Dans le chapitre relatif à la bioéthique, l'article 373 stipule, d'abord, que le prélèvement et la transplantation ou la greffe d'organes ou de tissus ou de cellules

humaines "ne peuvent être effectués qu'à des fins thérapeutiques ou de diagnostics et dans les conditions, prévues par la présente loi".

Ces actes médicaux "sont effectués par des médecins habilités et uniquement dans les établissements hospitaliers autorisés à cette fin par le ministre chargé de la santé, après décision de la commission médicale, créée spécialement au sein de ces structures hospitalières, qui se prononce sur la nécessité du prélèvement ou de la transplantation et autorise l'intervention" (article 382).

En cas de prélèvement d'organes ou de tissus humains sur des personnes décédées, "le décès doit avoir été confirmé par, au moins, deux (2) médecins membres de la

commission médicale et par un médecin légiste, leur conclusions sont consignées dans un registre spécial".

Au sujet de la procréation médicalement assistée (PMA) le projet de loi définit cette assistance comme une activité médicale qui, en cas d'infertilité avérée médicalement, permet la procréation en dehors du processus naturel. La PMA a, aussi, pour objet d'éviter de transmettre à l'enfant une maladie d'une particulière gravité et consiste en des "pratiques cliniques et biologiques permettant la stimulation de l'ovulation, la conception in vitro, le transfert d'embryons et l'insémination artificielle".

La PMA est destinée exclusivement à répondre à la demande exprimée par un

homme et une femme en âge de procréer, "vivants, formant un couple légalement marié, souffrant d'infertilité avérée médicalement et consentant au transfert ou à l'insémination artificielle.

Il ne doit être recouru qu'aux spermatozoïdes de l'époux et à l'ovule de l'épouse à l'exclusion de toute autre personne", stipule l'article 388.

Selon le projet de loi, les établissements pratiquant l'assistance médicale à la procréation sont soumis au contrôle des services compétents relevant du ministre chargé de la santé et sont tenus de transmettre à l'autorité sanitaire concernée un rapport annuel de leurs activités.

R. R.

ABROGATION DU SERVICE CIVIL

Les députés "divisés"

Le ministre de la Santé et de la Réforme hospitalière a réaffirmé, hier, son refus d'abroger le service civil. Il a profité de son passage à l'APN à l'occasion de la présentation du projet de loi sur la santé pour insister "sur le caractère obligatoire du service civil".

"Le service civil sera maintenu, l'État mettra en œuvre toutes les conditions nécessaires afin qu'il se déroule dans de meilleures conditions", a déclaré Hasbelaoui.

La position du ministre a été largement

commentée par les députés lors des débats. Le RND a soutenu la position de Hasbelaoui. Le député Yahia Abderrahmane s'est exprimé contre la révision du service civil : "Nous sommes contre l'abrogation du service civil, les hôpitaux dans le Sud ont besoin des médecins. Il n'est pas normal d'employer 70 médecins au CHU Mustapha à Alger et de ne trouver personne pour soigner les malades au Sud". Lakhdar Brahim du MSP pense de son côté qu'il faut maintenir le service civil

tout en accordant aux médecins "des avantages".

Slimane Chenine de l'Alliance Enahda - El Adala-Bina a souligné que le moment n'est pas opportun pour discuter d'un tel projet de loi au vu de la situation qui prévaut dans le secteur. "Pourquoi ne pas reporter l'examen du projet de loi sur la santé ? Pensez-vous réellement que la conjoncture est propice pour les débats ?", s'interroge-t-il avant de lancer : "Certains ne veulent pas la stabilité pour ce pays".

Ramdane Taâzibt a demandé au nom du PT le retrait de ce projet. Il interpelle pour cela le président de la République. "Ce projet de loi n'est même pas amendable", a-t-il soutenu.

Le député du PT a accusé les rédacteurs du texte "de vouloir mettre les moyens du secteur public à la disposition du secteur privé". Le PT a mis en garde contre "l'effondrement de la Cnas".

R. R.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Hausse des exportations, légère baisse des importations

Le déficit commercial de l'Algérie a atteint 490 millions de dollars durant le 1er trimestre 2018, contre 2,98 milliards de dollars durant la même période de 2017, soit un recul du déficit de 83,6 %, selon les chiffres des Douanes.

PAR RANIA NAILI

Cette forte baisse s'explique surtout par la hausse des exportations, conséquence de l'augmentation du prix du pétrole, ces derniers mois.

Les exportations ont atteint 10,716 milliards de dollars de janvier à mars de l'année en cours contre 8,938 milliards, soit une hausse de 20 % correspondant à une augmentation de 1,78 milliards entre les deux périodes de comparaison, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis), à l'agence officielle APS.

Pour les importations, elles ont légèrement reculé à 11,2 milliards USD au premier trimestre 2018 contre 11,92 milliards USD à la même période de l'année écoulée, soit une baisse de 714 millions de dollars (-6 %).

Les exportations ont assuré la couverture des importations à hauteur de 96 % durant les trois premiers mois de 2018 contre 75 % à la même période de l'année précédente.

Les hydrocarbures ont représenté l'essen-



tiel des ventes algériennes à l'étranger (93,6 % du montant global des exportations) en s'établissant à 10,03 milliards USD contre 8,388 milliards de janvier à mars 2017, soit une hausse de 1,64 milliards (+19,6 %).

Toujours marginales, les exportations hors-hydrocarbures se sont établies à 686 millions de dollars sur les 3 premiers mois de 2018 (6,4 % des exportations globales), même si elles ont augmenté de près de 25 % par rapport à la même période de 2017.

Les exportations hors-hydrocarbures étaient composées des demi-produits avec 533 millions USD (contre 425 millions), des biens alimentaires avec 89 millions (contre 87 millions), des produits bruts avec 39 millions (contre 19 millions), des biens d'équipement industriels avec 17 millions (contre 15 millions) et des biens de consommation non alimentaires avec 8 millions (contre 4 millions).

Forte hausse des importations des carburants

Pour ce qui est des importations, il est constaté que les produits qui ont connu une augmentation au 1er trimestre 2018 sont les Groupes des produits Énergie et lubrifiants (carburants), des Produits

bruts et des Demi-produits.

Ainsi, la facture d'importation du Groupe Énergie et lubrifiants a grimpé à 481 millions de dollars contre 366 millions de dollars, soit une augmentation de 31,42 %.

Pour les produits bruts, ils ont été importés pour 463 millions USD contre 441 millions (+5 %) alors que les demi-produits ont été importés pour 2,74 milliards contre 2,66 milliards (+3 %).

Par contre, des baisses d'importations significatives ont été relevées pour les biens d'équipements agricoles et industriels et les biens de consommation non alimentaires, tandis que les importations des produits alimentaires ont enregistré un très léger recul.

Dans ce sens, la facture d'importation des biens d'équipements agricoles s'est établie à 114 millions de dollars au 1er trimestre 2018 contre 185 millions de dollars à la même période de 2017 (-38,4 %). Pour les biens d'équipements industriels, ils ont été importés pour 3,4 milliards USD contre 4 milliards (-15,21 %), tandis que la facture d'importation des biens de consommation non alimentaires a coûté 1,767 milliards USD contre 2,012 milliards (-12,2 %). Quant à la facture des biens alimentaires, elle s'est établie à 2,245 milliards USD au 1er trimestre

2018 contre 2,250 milliards au même trimestre de 2017, en recul de 0,22 %, soit une baisse de 5 millions de dollars entre les deux périodes de comparaison. En terme de mode de financement des importations, sur les 11,2 milliards USD des biens importés, un montant de 6,7 milliards a été payé par cash.

Les lignes de crédit ont financé les importations pour un montant de 4,11 milliards USD, tandis que le reste des importations a été financé par le recours à d'autres moyens de paiement pour un montant de 410 millions USD. Mais aucune importation n'a été payée par les comptes devises propres des importateurs.

L'Italie reprend sa place de premier client de l'Algérie

Concernant les partenaires commerciaux, il est constaté que l'Italie a repris sa place de premier client de l'Algérie alors que durant les deux premiers mois de 2018, c'était l'Espagne qui occupait la tête du podium.

Ainsi, les cinq premiers clients de l'Algérie ont été l'Italie avec 1,41 milliards USD (13,2 % des exportations globales algériennes), suivie de l'Espagne avec 1,34 milliards USD (12,6 %), de la France avec 1,22 milliards USD (11,4 %), des États-Unis avec 1,16 milliards USD (10,85 %) et de la Grande-Bretagne avec 664 millions USD (6,2 %). Quant aux principaux fournisseurs de l'Algérie, la Chine est encore venue en tête avec 1,74 milliards USD (15,53 % des importations globales algériennes), suivie de la France avec 1,12 milliards USD (10,03 %), de l'Italie avec 944 millions USD (8,42 %), de l'Espagne avec 870 millions USD (7,76 %) et de l'Allemagne avec 750 millions USD (6,7 %).

R. N.

NATIONALITÉ ALGÉRIENNE

"Moins avantageuse" que celles de Tanzanie, Papouasie et Niger

La nationalité algérienne est l'une des moins avantageuses du monde ? C'est ce que laisse entendre un classement établi par la société britannique de Conseil Henley & Partners. Sur un total de 168 pays, la nationalité algérienne arrivait à la 129^e place, derrière celles, entre autres, de Tanzanie, Zambie, Niger, Mali, Maroc et Papouasie. Avec 25,2 % d'objectif, la nationalité algérienne a chuté dans ce classement mondial de 8 places, par rapport à celui de l'année dernière. À l'échelle mondiale, c'est la France qui arrive à la première place, devant l'Allemagne qui occupait la première place durant les sept dernières années. Le classement élaboré par Henley & Partners évalue les pays selon leur développement économique et humain, leur stabilité et la possibilité de leurs citoyens de voyager sans visas et d'aller travailler à l'étranger sans être confrontés à des formalités lourdes.

R. N.

POUR ÉVALUER LA CORRUPTION DANS SES 189 PAYS MEMBRES

Le FMI annonce de nouvelles mesures

PAR RAYAN NASSIM

Le FMI a annoncé l'adoption d'un nouveau cadre réglementaire destiné à évaluer de manière "plus systématique" la corruption dans ses 189 pays membres, soulignant qu'elle mine la croissance, les investissements et les recettes fiscales.

Ce nouveau cadre, approuvé par le comité directeur du Fonds monétaire international le 6 avril, autorise les équipes de l'institution "à évaluer de manière régulière" la nature et la gravité de la corruption, selon un communiqué du FMI.

Cette approche sera mise en œuvre à partir du 1^{er} juillet prochain, a indiqué un responsable de l'institution internationale.

"L'accent est mis sur la gouvernance de façon globale, et pas seulement sur la corruption", a commenté le FMI. Car "les faiblesses de gouvernance (...) ouvrent généralement des portes à la

corruption", a-t-il ajouté. L'institution de Washington a par ailleurs souligné que la lutte contre la corruption ne devait pas se limiter à envoyer les coupables en prison pour être efficace. "Sa viabilité sur le long terme passe par des réformes réglementaires et institutionnelles de grande ampleur pour améliorer la transparence et la responsabilisation".

Fait nouveau, le FMI entend s'attaquer également aux entreprises privées qui se livrent à des pratiques de corruption.

Pour ce faire, il encourage les pays membres "à se prêter volontairement à une évaluation de leurs dispositifs juridiques et institutionnels" dans le cadre des missions de surveillance du FMI. "Il s'agira de déterminer s'ils criminalisent et jugent le versement de pots-de-vin à des fonctionnaires étrangers, et s'ils disposent de mécanismes adéquats pour éradiquer le blanchiment et la dissimulation d'argent sale", indique le Fonds.

La corruption engloutit chaque année 2 % de la richesse mondiale et nuit au partage équitable de la croissance économique, avait estimé le FMI dans un précédent rapport publié en mai 2016.

A eux seuls, les pots-de-vin versés chaque année sur le globe totalisent entre 1.500 à 2.000 milliards de dollars, soit pas loin du produit intérieur brut (PIB) français.

Pays riches et en développement sont concernés mais ce sont les populations les plus défavorisées qui en sont les premières victimes dans la mesure où elles dépendent davantage de services publics plus coûteux en raison de la corruption.

"Nous savons également que la corruption détourne les jeunes de l'apprentissage et de l'éducation parce que réussir dépend de qui l'on connaît et non pas de ce que l'on sait", a commenté la directrice générale du FMI Christine Lagarde, dans un blog.

R. N.

SALON DE L'AGROALIMENTAIRE FOOD HOSPITALITY SHOW

Opportunité pour pénétrer le marché qatari

Outre l'exposition, une plateforme de jumelage business to business est mise en place afin de permettre aux participants de rencontrer des partenaires commerciaux potentiels, des représentants de grandes chaînes, de supermarchés et de détaillants.

PAR AMAR AOUIMER



L'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) invite les opérateurs économiques algériens à prendre part au pavillon Algérie présent pour la première fois à la 4^e édition du Salon international de l'agroalimentaire Food Hospitality Show qui se tiendra du 6 au 8 novembre 2018 au Centre des expositions et des congrès de Doha "DECC", Qatar.

"Food & Hospitality Qatar est une plateforme exclusive dédié à l'industrie de l'alimentation et de la restauration au Qatar. Il représente une

opportunité pour les entreprises algériennes activant dans l'industrie alimentaire de pénétrer le marché qatari, qui dépend fortement des importations. Le Qatar est le marché de la consommation alimentaire ayant la plus forte croissance attendue avec un taux annuel moyen estimé à 5,5%", soulignent les organisateurs de cette manifestation économique et commerciale.

Outre l'exposition, une plateforme de jumelage business to business est mise en place afin de permettre aux participants de rencontrer des partenaires

commerciaux potentiels, des représentants de grandes chaînes, de supermarchés et de détaillants, indique l'Algex. Aussi, cette édition prévoit des séminaires et des événements simultanés dynamiques spécialisés, ajoute cette même source.

Programmé par le ministère du Commerce dans le cadre du programme officiel de la participation de l'Algérie aux manifestations économiques à l'étranger au titre de l'année 2018, la participation des opérateurs économiques nationaux permettra de bénéficier de 80% de soutien par le

Fonds spécial de promotion des exportations (FSPE) sur les frais incluant la location des stands et l'acheminement des marchandises.

Il est à signaler que les informations logistiques relatives aux prix du mètre carré et la date limite de la remise des échantillons seront communiquées ultérieurement aux exposants et participants algériens dès leur réception du partenaire Société algérienne des foires et exportations (Safex).

A. A.

RÉALISATION DE LOGEMENTS DANS LE SUD

Un coût supérieur à celui des autres régions du pays

Le coût de réalisation d'un logement au Sud est estimé à 43.000 DA/m², contre 36.000 DA/m² dans les autres régions du territoire national.

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a affirmé que le coût de réalisation des logements dans le sud du pays était supérieur de 20% à ceux des autres régions, car tenant compte des spécificités de la région liées à l'environnement, aux traditions, à la culture et au style architectural, nécessitant ainsi des ressources financières supplémentaires.

Répondant aux membres de l'APN, lors d'une plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Saïd Bouhadja, en présence du ministre des Relations avec le Parlement, Mahdjoub Bedda, le ministre a indiqué que le nouveau décret relatif à la réalisation des logements au Sud prévoyait la réalisation de constructions répondant aux normes techniques, architecturales et fonctionnelles, en fonction des spécificités de la région, nécessitant ainsi des fonds supplémentaires.

Le coût de réalisation d'un logement au Sud est estimé à 43.000 DA/m², sans compter le coût des aménagements extérieurs, contre 36.000 DA/m² dans les autres régions du territoire national, soit une différence de 20 % du coût global du mètre carré.

Les entreprises au Sud procèdent à la réalisation d'un logement individuel, d'une superficie bâtie de 80 à 120 m², y compris la réalisation d'une cour extérieure et des terrasses, en sus d'un autre modèle qui est les logements semi-collectifs (RDC+2), a fait savoir le ministre.

Pour ce qui est des aides destinées à ces régions en matière de logement rural, elles ont été revues à la hausse, conformément aux instructions du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, soit de 500.000 DA entre 2002 et 2007 à 700.000 DA en 2008 et 100 millions de centimes en 2012, a encore fait savoir M. Temmar.

Une visite de travail et d'inspection du ministre est prévue dans la wilaya de Tamanrasset durant les prochains jours pour s'enquérir du déroulement des programmes de logements.

R. E.

COMITÉ MINISTÉRIEL DE SUIVI DE L'ACCORD OPEP-NON-OPEP

L'Algérie accueillera la 10^e réunion

Le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays de l'Opep et des pays non-Opep (JMMC), réuni à Djeddah, a décidé d'organiser sa 10^e réunion en septembre prochain à Alger, a indiqué le ministère de l'Energie dans un communiqué. La réunion de septembre coïncidera, ainsi, avec la

célébration du deuxième anniversaire de l'Accord historique d'Alger visant à limiter la production pétrolière afin de relancer les prix, selon la même source.

Lors de sa 8e réunion à Djeddah, tenue avec la participation du ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, le JMMC a examiné les développements récents du marché

pétrolier international "observant, avec satisfaction, une amélioration constante et soutenue de ses fondamentaux".

Ce constat a été élaboré sur la base des rapports du Comité technique conjoint Opep et non-Opep qui s'est réuni la veille à Djeddah.

Le JMMC a examiné également les niveaux de conformité des engage-

ments de baisse de la production des pays Opep et des producteurs de pétrole non-Opep.

A ce propos, le comité a relevé "avec satisfaction" un taux de conformité record de 149 % pour le mois de mars 2018, précise le communiqué.

R. E.

CHLEF

Neutralisation d'un réseau national de trafic de véhicules

Un réseau national de trafic de véhicules a été mis hors d'état de nuire par la brigade de la police judiciaire relevant de la Sûreté de wilaya de Chlef, en coordination avec la Sûreté urbaine de Bouzeghaïa, a-t-on appris, mercredi, de la cellule de communication près de ce corps sécuritaire, qui signale la récupération, suite à cette opération, de 42 véhicules. Selon le commissaire de police Cherif Ankoud, cette affaire a été dévoilée grâce à des informations parvenues à la sûreté de wilaya, au sujet d'individus introduisant illégalement des véhicules de différentes marques sur le territoire national, avant de falsifier leurs dossiers de base pour les revendre dans différentes wilayas.

Les investigations menées à ce propos ont permis la récupération de pas moins de 42 véhicules et l'arrestation de 9 personnes, originaires de nombreuses wilayas du pays, a-t-il ajouté. Les mis en cause ont été déférés devant le tribunal de Ténès pour les chefs d'inculpation de trafic international de véhicules dans le cadre d'un groupe criminel organisé, faux et usage de faux, falsification de sceaux officiels et abus de fonction.

OUED SLY

Ouverture d'une usine de traitement des déchets dangereux

Une usine de traitement des déchets spéciaux et dangereux, réalisée dans le cadre d'un investissement privé (société Green Sky), a été inaugurée, jeudi, par la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatma-Zohra Zerouati, dans la zone industrielle de Oued Sly, dans la wilaya de Chlef. En procédant à l'inauguration de cette structure, d'une capacité de traitement de 6000 tonnes de déchets industriels/an, Mme Zerouati s'est félicitée de la réalisation de ce projet "monté par un groupe de jeunes", réaffirmant le soutien de son département ministériel à ce type d'initiatives susceptibles d'aider à la valorisation des déchets et à la préservation de l'environnement.

La ministre a procédé, à l'occasion, au lancement d'une action de recyclage d'une quantité de produits plastiques, avant d'écouter un exposé sur les perspectives d'extension de cette usine, prévoyant le recyclage, à l'avenir, de déchets pétroliers et en bois. Selon les explications fournies sur place par Walid Hanifi, directeur général de ce projet dédié au traitement des déchets industriels spéciaux et dangereux (dont des déchets chimiques, pharmaceutiques, pétroliers et médicaux), cette usine est considérée comme "leader national" dans le domaine de recyclage de ce type de déchets, par l'exploitation de technologies modernes. Le directeur du Centre d'enfouissement technique (CET), Mahmoud Adlane, a, pour sa part, salué la réalisation de ce projet, qu'il a qualifié de "valeur ajoutée" pour le secteur local du recyclage des déchets, d'autant plus, a-t-il ajouté, que le "traitement des déchets industriels spéciaux et dangereux requiert des techniques très avancées, pas suffisamment disponibles actuellement". A noter que ce projet, lancé en travaux en 2014 et adopté par le ministère en octobre 2017, a été réalisé pour une enveloppe de près de 500 millions de dinars. Sachant qu'il assure près d'une quarantaine d'emplois, avec une prévision à la hausse de ce nombre de postes, à l'avenir.

La Sarl Green Sky est une entreprise algérienne spécialisée dans la collecte, l'emportage et la préparation, le transport, le prétraitement et la préparation et traitement des déchets spéciaux et spéciaux dangereux, depuis l'année 2010, est-il signalé.

APS

BOUIRA, 38^e ANNIVERSAIRE DU PRINTEMPS BERBÈRE

Riche programme au menu



Plusieurs expositions, consacrées au patrimoine culturel ancestral berbère, vieux objets, produits artisanaux (bijoux traditionnels, habits traditionnels, tapisserie et arts culinaires) sont au programme, a expliqué, à l'APS, le directeur intérimaire de la culture de la wilaya de Bouira, Miloud Khider.

Une atmosphère de fête a caractérisé, vendredi, les festivités officielles célébrant le 38^e anniversaire du Printemps berbère dans les quatre coins de la wilaya de Bouira, où une semaine culturelle a été lancée depuis jeudi après-midi en hommage au vieux militant de la cause berbère feu Boukrif Salah. Les activités de cette semaine culturelle se déroulaient au niveau de la maison de la culture Ali-Zaâmoum de la ville, avec au programme le salon local des arts plastiques ainsi qu'une exposition dédiée au livre amazigh.

Des ventes-dédicaces sont aussi prévues au niveau du hall de la maison de la culture. Plusieurs autres expositions consacrées au patrimoine culturel ancestral berbère comme les vieux objets et produits artisanaux (bijoux traditionnels,

habits traditionnels, tapisserie et arts culinaires) sont au programme, a expliqué à l'APS le directeur intérimaire de la culture de la wilaya de Bouira, Miloud Khider.

Une autre exposition sera aussi dédiée aux vieilles photographies de l'ancienne ville de Bouira ainsi qu'aux jeux traditionnels berbères. La maison abrite également d'autres expositions de produits agricoles et d'arts culinaires, a ajouté le même responsable, qui a précisé qu'il y aurait, entre autres, des galas et des séances de poésie et chants populaires amazighes préparés par l'association locale Thamgout.

Par ailleurs, une conférence sur le thème "la production audiovisuelle, un moyen pour la préservation, la valorisation et la promotion de la langue amazighe" a été animée à cette occasion par le réalisateur Ali Mouzaoui. A cette même occasion, la responsable du département de la langue et culture amazighes, Mme Nadia Berdous, animera aussi une autre conférence sur le sujet "Quand la conscience identitaire implique l'estime de soi". Ces conférences sont suivies le même jour d'un concours de poésie.

Pour clôturer cette semaine culturelle, les visiteurs et le public assisteront à la projection du documentaire sur les sept sites algériens, à savoir La Casbah d'Alger, Djemila de Sétif, Qalaât Béni Hammad de M'Sila, Timgad à Batna, Tipasa de Maurétanie, Vallée du M'Zab de Ghardaïa et, enfin, Tassili n'Ajjer de

Tamanrasset, classés par l'Unesco au Patrimoine mondial.

Plusieurs villages et localités, notamment de la partie est de la wilaya de Bouira, célèbrent, eux aussi, cet anniversaire des événements du 20 avril 1980, appelés le Printemps berbère. D'ailleurs, une joie de grande fête s'empare depuis jeudi de plusieurs établissements de l'éducation, où se poursuivent les festivités de célébration marquée, notamment, par des galas et des expositions.

A Semmache, un village relevant de la commune d'El-Adjiba, les associations culturelles locales, à l'image de Thafath et Assirem, avaient concocté un programme riche en activités. Des artistes locaux ont longuement envoûté leurs fans à l'occasion du Printemps berbère qui a coïncidé cette année avec le week-end, ce qui a permis à un large public d'assister aux festivités, notamment les familles des écoliers.

Un climat de liesse et de fête régnait également à Saharidj, M'Cheddallah, Chorfa, Bechloul, El-Asnam ainsi qu'Aghbalou, où une série d'activités culturelles, artistiques et sportives marquent les célébrations placées cette année sous le slogan "le combat d'hier, la consécration d'aujourd'hui".

ALGER, JOURNÉE INTERNATIONALE DU "VIVRE ENSEMBLE EN PAIX"

Plusieurs activités de sensibilisation

Des activités à caractère pédagogique et de sensibilisation pour une culture de la coexistence sont prévues à l'occasion de la célébration, le 16 mai prochain, de "la Journée internationale du vivre ensemble en paix", a indiqué la présidente de l'Organisation nationale pour la promotion de la culture de la paix et de la réconciliation, Fatma-Zohra Bousbaâ. Intervenant au Forum d'El Moudjahid, la responsable a déclaré que des activités à caractère pédagogique et de sensibilisation pour une culture de la coexistence sont prévues pour la célébration de cette Journée, le 16 mai prochain, suite à son adoption au mois de décembre par l'Onu sur proposition de l'Algérie. Adoptée par consensus, par l'Assemblée générale

des Nations unies le 8 décembre dernier, la résolution 72/130 a proclamé le 16 mai de chaque année, "Journée internationale du vivre ensemble en paix". Pour la responsable de l'Organisation, cette célébration "offre l'opportunité d'exprimer le désir du vivre ensemble et œuvrer pour le respect de la diversité et la consécration de l'esprit de solidarité et de cohésion entre les gens".

Présent à cette rencontre, l'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique, Abdelkader Taleb Omar, a salué l'expérience de l'Algérie en matière de réconciliation nationale et de restauration de la paix, rappelant la constance de la position algérienne portant la défense des luttes des peuples pour leurs indé-

pendances (la Palestine et le Sahara Occidental), ainsi que son opposition à toute intervention étrangère.

L'Algérie encourage le vivre ensemble en paix à travers la réconciliation, le pardon, la tolérance, la valorisation de la différence, le respect mutuel, l'inclusion, la compréhension, la solidarité, le dialogue, la négociation et le rejet de la violence. Une minute de silence à la mémoire des victimes du crash de l'avion militaire survenu le 11 avril à Boufarik a été observée à l'occasion de ce forum.

APS

ADRAR, LA KHIZANA EL-BIKRIYA

Témoign d'un essor scientifique dans le Touat

La wilaya d'Adrar dispose de multiples "Khizanate" (bibliothèques privées) avec de riches fonds manuscrits, tous domaines de savoir confondus, reflétant l'essor culturel et scientifique qu'a connu la région du Touat.

Jalousement préservée par les générations à travers l'histoire, la richesse du patrimoine manuscrit ancien à travers le territoire national, et le sud du pays en particulier, n'est pas à démontrer, au regard du nombre de Khizanate appartenant aux particuliers, legs familiaux et d'autres minutieusement entretenus par les zaouïas disséminées à travers le sud du pays. La Khizana El-Bikriya du vieux ksar de Tamentit au sud d'Adrar constitue l'un des plus riches fonds de manuscrits séculaires, témoignant d'un patrimoine scientifique et intellectuel prospère dans cette région du Touat. Fondée à la fin du IX^e siècle par Cheikh Sidi-Mimoun Ben-Omar, cette Khizana a assumé une mission grandiose dans la propagation des sciences, culturelles et autres domaines du savoir, dans le Touat et en Afrique, avec ses plus de 3.000 manuscrits, tous domaines confondus, a indiqué le chargé de la communication de l'école coranique El-Bikriya, cheikh Mohamed Djazouli. La Khizana de l'érudite Sidi-Ahmed Didé a, de son côté, largement et fièrement contribué, après le partage de l'héritage dont les Khizanate font partie, à la préservation du fond culturel matériel riche de quelque 2.500 manuscrits ayant fait l'objet d'entretien et de restauration menés en coordination avec les spécialistes.



Dans une de ses contributions historiques et littéraires suite à sa visite dans la région quelques années avant sa disparition, le défunt historien et chercheur Belkacem Saadallah a déclaré que "les zaouïas étaient chargées de l'entretien et de la protection des bibliothèques en raison de leurs apports et missions dans le domaine des sciences et du savoir".

Cette vocation a fait des zaouïas des réservoirs d'ouvrages et de manuscrits de valeur, dont les propriétaires, exploitant les relations du Touat avec la mosquée Karaouiyyine et les Ouléma du Maroc, ainsi que ceux de Tlemcen et d'Afrique, pour opérer des échanges et éditer des copies.

Un riche fond manuscrit à la disposition des chercheurs

La Khizana El-Bikriya occupe une place de choix parmi les ressources de la science et du savoir, constituant un gisement intellectuel exploré par de nombreuses délégations

de chercheurs et d'universitaires venus étancher leur soif de savoir et dénicher des manuscrits de haute valeur, dont d'anciennes éditions du saint Coran, des ouvrages sur le culte, le Fikh (exégèse), les mathématiques, l'astronomie, l'histoire, les sciences juridiques, la linguistique et les recueils poétiques, avec de surcroît une calligraphie d'une grande beauté.

Cette bibliothèque traditionnelle garde encore, outre les ouvrages, d'autres documents, tels les actes notariés et des données détaillées sur les relations sociales dans la région, que les propriétaires veillent à préserver, à l'instar de la plus ancienne copie des œuvres de l'Imam Malek Ben-Aness, fondateur du rite malékite, transcrites, depuis le V^e siècle de l'Hégire (Xe siècle après J.-C.), sur des peaux de bêtes.

Selon les propriétaires de la Khizana, ce trésor patrimonial séculaire contient également une copie du *Moshaf El-Othmani* (

édition ottomane du Saint Coran) remontant à plus de 13 siècles sur demande du sultan Yaâkoub Ben-Abdelhak, l'ouvrage intégral de l'érudite Sidi-Ahmed Ben Abi Mâalli Sadjelmassi, en plus d'une copie de *Sahih El-Boukhari* (Hadiths du Prophète Mohamed QSSSL) écrite en eau dorée.

A ces œuvres s'ajoutent un manuscrit de valeur, écrit par un des Djounoud (soldats) du Dey sur l'histoire de la colonisation française de l'Algérie, ainsi que des poèmes exhortant les peuples maghrébins au soulèvement contre le colonialisme.

En dépit de sa richesse scientifique et historique, la Khizana El-Bikriya n'a bénéficié, selon ses propriétaires, d'aucun soutien technique lié notamment aux actions de conservation, de restauration et de révision, que seuls les propriétaires entreprennent avec les moyens dérisoires dont ils disposent pour la numérisation et la classification.

Ils fondent, pour cela, de larges espoirs sur les initiatives de la tutelle pour opérer une valorisation de la mission historique et intellectuelle assumée par la Khizana au sein de la société et ses efforts dans la préservation de la mémoire collective du peuple et de sa dimension civilisationnelle ancestrale.

Le Centre national des manuscrits d'Adrar s'emploie, pour sa part, à aider cette Khizana afin de bénéficier du soutien et de l'accompagnement susceptibles d'assurer sa protection.

Le centre souhaite également trouver une coopération des propriétaires de la Khizana pour lui permettre de bénéficier des avantages du fonds national du patrimoine culturel (ministère de tutelle), qui requiert, à ce titre, certaines procédures pratiques afférentes à l'inventaire et à la classification locale et nationale.

LAGHOUAT, LEGS MATÉRIELS À GRANDE IMPORTANCE HISTORIQUE

Valorisation et préservation des monuments et sites archéologiques

D'intenses efforts sont entrepris pour la préservation des monuments et sites archéologiques disséminés à travers le territoire de la wilaya de Laghouat, via, notamment, une réhabilitation de ce legs matériel à grande importance historique et culturelle, selon les services locaux du secteur de la Culture.

Consistant en des monuments, vieux lieux de culte, mosquées et zaouïas ainsi que des sites historiques et naturels, ce patrimoine, levier de développement touristique pour la région, revêt un grand intérêt auprès des spécialistes, notamment la Direction de la culture qui lui projette des opérations de restauration et de valorisation par souci de leur préservation et intégration dans la dynamique de développement du tourisme religieux.

La mosquée antique Mesjid El-Atik de la commune de Tadjerouna s'est vue accorder une opération de restauration de grande envergure, avec des matériaux de construction locaux pour sauvegarder son ancien cachet architectural, en sus d'une opération similaire retenue pour la vieille mosquée de la ville de Laghouat, en attendant le parachèvement de la réhabilitation de la

mosquée de la zaouïa Tidjania, en tenant en compte, en matière d'exécution des travaux, des plans et conceptions urbanistiques originels.

Selon les services de la Culture, la réalisation, pour une enveloppe de 18 millions DA, d'une étude technique pour la restauration de cinq mosquées de la wilaya, a atteint 30%.

Gravures rupestres de Laghouat

Les gravures rupestres sur plusieurs sites de la wilaya de Laghouat constituent un véritable trésor archéologique à ciel ouvert qui mérite davantage d'attention pour les sauver d'une dégradation certaine, à l'instar de celle se trouvant dans la commune d'El-Ghicha, représentant une éléphant protégéant son petit, adoptée il y a quelques années comme sigle de l'Unicef.

Ces gravures rupestres, dont la plupart remontent à diverses ères historiques, témoignent d'une succession de civilisations dans la région, à l'instar de la zone de "Reha" (Moulin), qui a bénéficié d'une opération de réalisation d'espaces verts et du revêtement de la route reliant sur 3 km

le site à la commune d'El-Ghicha, car jouissant d'une vocation touristique attirant de nombreux visiteurs nationaux et étrangers. La Direction du tourisme et de l'Artisanat a, de son côté, fait part de la projection d'une seconde tranche pour le parachèvement de l'opération précitée, en plus de la création de structures d'accueil, dont des camps et un parc.

Retenue au titre d'un ambitieux programme de protection et développement du potentiel touristique de la région, cette opération prévoit également la réalisation de panneaux d'orientation et de signalisation au niveau des stations de gravures rupestres de la wilaya.

Classement du ksar de Taouiâla pour sa restauration

Situé à 150 km au nord-ouest de Laghouat, le ksar de Taouiâla, présentant une forme rectangulaire de 255 mètres de longueur sur 94 m de largeur, remonte, selon des versions historiques, à l'ère des Béni-Rached ayant peuplé la région des Monts Laâmour. De conception architecturale répondant aux spécificités naturelles et climatiques de la région, ce ksar, doté de

deux portes principales, à l'Ouest et à l'Est, est proposé à la classification par la Direction de la culture qui a peaufiné un dossier à soumettre à la commission nationale des biens culturels, pour pouvoir bénéficier, en tant que site historique et archéologique, d'une opération de restauration et de réhabilitation, a expliqué le directeur de la culture de la wilaya de Laghouat, Mohamed Nemili.

Cette opération de classification tant attendue a été précédée par la réalisation, par la Direction du tourisme, d'une opération de mise en place de panneaux d'orientation et des clôtures, par souci de préserver ce legs ancestral menaçant disparition du fait de moult facteurs.

De nombreux sites et vestiges de grande importance archéologique et historique disséminés à travers la wilaya de Laghouat, à l'exemple du ksar de Tamda (commune de Gueltat Sidi-Saâd), demeurent en quête de davantage d'efforts de préservation au regard de leur exposition aux facteurs de dégradation et de disparition.

MALI

15 terroristes neutralisés et un soldat tué dans une opération antijihadiste

15 "terroristes" ont été neutralisés vendredi dans le centre du Mali lors d'une opération contre les groupes jihadistes, au cours de laquelle un soldat a été tué et deux blessés, a annoncé, samedi, l'armée malienne.



Quinze "terroristes" ont été "neutralisés, des armes récupérées et des motos détruites" lors de cette "opération de ratissage" menée vendredi dans la forêt de Tina, dans la région de Mopti (centre), a indiqué l'armée dans un communiqué. L'armée "déploie un mort et deux blessés" lors de cette opération. Le centre du Mali a connu ces dernières semaines une recrudescence des violences. Le 29 mars, la Mission de l'Onu au Mali (Minusma) s'était dite "préoccupée par l'ampleur des violences intercommunautaires dans les régions du Centre" du pays. Des dizaines de personnes ont péri dans des affrontements opposant notamment des membres des

ethnies peul et dogon.

La minorité peule de cette région affirme être systématiquement soupçonnée de collusion avec le groupe armé du prédicateur jihadiste peul Amadou Koufa, créé en 2015. Elle a récemment accusé les forces de sécurité maliennes d'avoir commis des "exécution sommaires" à son encontre, et aussi de tolérer, voire d'encourager, les exactions de groupes de chasseurs traditionnels, au nom de la lutte contre les jihadistes.

Ces allégations ont été catégoriquement démenties par les représentants de l'Etat. Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda.

Ces groupes en ont été en grande partie chassés à la suite du lancement en janvier 2013 d'une intervention militaire française. Mais des zones entières échappent au contrôle des forces maliennes, française et internationales, régulièrement visées par des attaques meurtrières, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes, dont l'application accumule les retards.

Depuis 2015, ces attaques se sont étendues au centre et au sud du Mali et le phénomène déborde sur les pays voisins, en particulier le Burkina Faso et le Niger.

TURQUIE

Les USA s'engagent à riposter contre toute attaque à Manbij

Un commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS) a affirmé que les habitants de la ville de Manbij, dans le nord-est de la Syrie, étaient en état d'alerte en raison de l'opération militaire turque prévue dans la région, tout en soulignant que la situation actuelle dans la ville restait stable.

"Il n'y a pas longtemps, nous débattions d'une attaque éventuelle de la part de la Turquie contre la ville de Manbij, où des troupes américaines ont pris leurs quartiers et promettent de riposter à toute attaque contre la ville", a indiqué Ebu Adil, commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS).

Il a précisé que les soldats de la coalition sous la houlette des États-Unis était stationnés dans la ville depuis qu'elle avait

été libérée des terroristes de Daech il y a deux ans.

M. Adil a ajouté qu'après les déclarations d'Ankara au sujet d'une éventuelle opération militaire turque à Manbij, les militaires américains patrouillaient le territoire autour de la ville 24 heures sur 24. "Nous, habitants de Manbij, sommes également prêts à défendre notre ville jusqu'au bout en cas d'attaque. Nous avons pris au sérieux les menaces proférées par la Turquie et effectué tous les préparatifs nécessaires pour repousser une attaque éventuelle", a-t-il tenu à souligner. Le 20 janvier dernier, l'armée turque a lancé l'opération Rameau d'olivier sur le canton d'Afrine, une région syrienne contrôlée par les Unités de protection du peuple kurdes (YPG)

qu'Ankara considère comme organisation terroriste.

Damas a condamné les actions turques dans le canton d'Afrine, tout en soulignant que la région était une partie intégrante de la Syrie. Moscou a pour sa part appelé toutes les parties à faire preuve de retenue et à respecter l'intégrité territoriale de la Syrie.

Moscou a souligné, à plusieurs reprises, que les États-Unis et la coalition agissaient en Syrie sans l'autorisation du Conseil de sécurité de l'Onu et du gouvernement du pays. Selon le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, en implantant leurs bases militaires sur la rive gauche de l'Euphrate, les États-Unis cherchent à isoler la région du reste de la Syrie.

ITALIE

Une vingtaine de proches du chef de la Cosa Nostra arrêtés

L'état se resserre autour de Matteo Messina Denaro, le chef suprême de la mafia sicilienne Cosa Nostra, toujours en cavale. Une vingtaine de ses proches ont été arrêtés ce jeudi 19 avril en Italie.

L'opération menée ce jeudi par la police italienne a pour objectif, explique-t-elle, "de capturer le fugitif Matteo Messina Denaro, y compris à travers l'affaiblissement progressif des circuits criminels sur lesquels il s'appuie et l'assèchement de leurs ressources économiques".

Parmi les personnes arrêtées figurent cinq chefs mafieux locaux, installés dans l'ouest de la Sicile, ainsi que deux beaux-frères de Matteo Messina Denaro. Soupçonnés d'association mafieuse, d'extorsion ou encore de port d'armes, les personnes arrêtées font également partie d'un réseau de transmission des ordres de Messina Denaro à travers les traditionnels "pizzini", ces petits papiers contenant des messages souvent codés. Si l'opération de ce jeudi a permis de faire tomber les principaux lieutenants

du chef de la mafia sicilienne, les enquêteurs sont loin de crier victoire. Car depuis 20 ans, ils multiplient les arrestations et les saisies dans son entourage, sans arriver à cerner ce personnage dont ils n'ont qu'une seule photo datant des années 90. Ses sbires n'hésitent pas à recourir à la violence pour le protéger. Les policiers évoquent le sort d'un jeune de 15 ans enlevé puis assassiné après deux années de détention pour empêcher son père de parler. Ancien tueur de Cosa Nostra, Matteo Messina Denaro est

considéré comme le successeur des grands dirigeants historiques de la mafia italienne, Bernardo Provenzano et Toto Riina, morts en prison en 2016 et 2017. Condamné par contumace à la réclusion criminelle à perpétuité pour meurtres, Messina Denaro, qui aura la semaine prochaine 56 ans, est en fuite depuis 1993.

Agences

NICARAGUA

Violentes manifestations contre la réforme des retraites

Au Nicaragua, la population ne décolère pas face au projet de réforme du système des retraites annoncé par le gouvernement du président Daniel Ortega. Cette réforme prévoit une augmentation des cotisations et parallèlement une baisse des retraites de 5 %. Les manifestations à travers tout le pays ont été violemment réprimées par le régime, faisant dix morts et plusieurs dizaines de blessés. La vice-présidente Rosario Murillo a qualifié ces manifestations "d'émeutes organisées par des individus cherchant à briser la paix et l'harmonie".

Dans une déclaration vendredi, Rosario Murillo a ajouté que le gouvernement était disposé à discuter avec les manifestants de la proposition d'augmenter les contributions des employeurs et des salariés au système de retraites, à l'origine de la mobilisation qui a débuté dimanche. Le président Daniel Ortega doit formellement annoncer ce samedi 21 avril 2018 que "le dialogue reste ouvert et que tous les sujets sont sur la table".

La politologue et députée de l'opposition Edipica Dublon explique que tout est parti d'une recommandation du FMI en juin dernier, demandant au régime Ortega de modifier la gestion des dépenses de l'Institut de sécurité sociale. Pourquoi ? "Parce que depuis que le régime est au pouvoir, il utilise cette institution comme une caisse noire pour financer des projets qui ne bénéficient qu'à l'entourage des classes politiques dirigeantes", estime Edipica Dublon.

La députée explique que de "investissements gigantesques ont été effectués, prenant l'exemple de la construction d'un bâtiment de 14 étages ou celui d'un investissement de 7 millions de dollars avec l'aide du gouvernement russe, censé financer l'installation d'une entreprise de production de vaccins". Or, cette entreprise "n'a jamais été construite, alors que les fonds ont été versés", déplore-t-elle, soulignant que le cas n'est pas isolé.

Agences

Mutations énergétiques mondiales et perspectives d'évolution du cours du pétrole 2018-2030

La transition pouvant être définie comme le passage d'une civilisation humaine construite sur une énergie essentiellement fossile, polluante, abondante et peu onéreuse, à une civilisation où l'Énergie est renouvelable, rare, chère et moins polluante, ayant pour objectif le remplacement à terme des énergies de stock et le développement des énergies flux inépuisables.



تحت الرعاية السامية لفخامة رئيس الجمهورية السيد عبد العزيز بوتفليقة

SONATRACH
organise

11^{èmes} الأيام العلمية والتقنية الحادية عشر
Journées Scientifiques et Techniques
scientific and technical days



Sous le thème :

Innovation et Partenariat, dans un contexte
mondial de Transition Énergétique

ORAN - Centre de Conventions, du 16 au 19 Avril 2018

Mutations énergétiques mondiales et perspectives d'évolution du cours du pétrole 2018-2030

La transition pouvant être définie comme le passage d'une civilisation humaine construite sur une énergie essentiellement fossile, polluante, abondante et peu onéreuse, à une civilisation où l'Énergie est renouvelable, rare, chère et moins polluante, ayant pour objectif le remplacement à terme des énergies de stock et le développement des énergies flux inépuisables.

Par docteur *Abderrahmane Mebtoul

Je tiens d'abord à remercier vivement M. le ministre de l'Énergie et M. le P-dg de Sonatrach pour cette aimable invitation. Permettez-moi de me recueillir à la mémoire de nos martyrs lors du crash d'avion à Boufarik et présenter mes condoléances les plus attristées à Son Excellence M. le Président de la République, ministre de la Défense nationale, à M. le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP et à toutes leurs familles et proches. Cette contribution, à l'occasion des onzièmes Journées scientifiques et techniques (JST) de Sonatrach à Oran du 16 au 19 avril 2018, sous le haut parrainage de Son Excellence, M. le Président de la République, entre dans le prolongement de mes trois interventions des liens entre sécurité et développement, la première le 12 mai 2015, la première à l'invitation de M. le Directeur général de la Sûreté nationale, à l'École supérieure de police de Châteaufort Alger, sur l'évolution du prix du pétrole face aux mutations mondiales, la seconde à l'invitation du ministère de la Défense nationale Imped le 27 mars 2018 sur la sécurité et le trafic des frontières sous le patronage de M. le vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'ANP le 27 mars 2018 et la troisième le 1^{er} avril 2018 sur la sécurité alimentaire, de l'eau et la sécurité énergétique à la salle des conventions sous le haut patronage de Son Excellence M. le Président de la République. Sonatrach c'est l'Algérie et l'Algérie c'est Sonatrach, sa gestion et son devenir posant la problématique de la sécurité nationale. La transition pouvant être définie comme le passage d'une civilisation humaine construite sur une énergie essentiellement fossile, polluante, abondante et peu onéreuse, à une civili-

sation où l'énergie est renouvelable, rare, chère et moins polluante, ayant pour objectif le remplacement à terme des énergies de stock et le développement des énergies flux inépuisables. D'une manière générale, l'énergie est au cœur de la souveraineté des États et de leurs politiques de sécurité allant parfois à provoquer des guerres. Les avancées techniques (GNL-gaz naturel liquéfié, gaz de schiste, amélioration des performances d'exploitation de gisements d'hydrocarbures, énergies renouvelables) couplées aux dynamiques économiques modifient les rapports de force à l'échelle mondiale et affectent également les recompositions politiques à l'intérieur des États comme à l'échelle des espaces régionaux. Après avoir analysé les principaux déterminants du prix du pétrole, interdépendants, à la hausse ou à la baisse, je recenserai sept axes directeurs pour la transition énergétique de l'Algérie.

-I- Les dix facteurs déterminants interdépendants des cours du pétrole 2018-2020-2030

Le cours du pétrole a été coté le 19 avril 2018 à 74,11 dollars le Brent et à 68,78 dollars le Wit, encore que 33 % des recettes de l'Algérie proviennent du gaz naturel dont le cours fluctue entre 2,60 et 2,70 dollars le MBTU (en nette baisse par rapport à avril 2017) est déconnecté vis à vis du pétrole. Il existe huit raisons interdépendantes qui fixeront son cours futur soit à la hausse soit à la baisse :

- **La première raison**, sont les tensions géostratégiques au Moyen-Orient, notamment en Syrie, notamment avec l'attaque de la coalition USA-France-Grande Bretagne le discours du président

américain vis-à-vis de l'Accord avec l'Iran, certes atténué par la position européenne, le monde connaît un froid inégal accroissant la demande.

- **La deuxième raison**, comme vient de le souligner le rapport de janvier 2018 de la Banque mondiale, est une reprise de la croissance pour 2018, mais avec une prévision de ralentissement pour 2019 sans réformes, de l'économie mondiale en Europe, USA et notamment de la Chine et de l'Inde, mais devant être attentif aux mutations du mode de croissance. Pour le cas Algérie c'est la décision du gouvernement de relancer la dépense publique, notamment dans le BTPH-infrastructures qui a fait que la BM a révisé à la hausse le taux de croissance de l'Algérie, donc une action conjoncturelle fonction des recettes de Sonatrach et de la maîtrise ou pas du financement non conventionnel.

- **La troisième raison** est le respect, globalement, du quota des membres de l'Opep décidé en décembre 2016 à Vienne avec des perspectives de reconduction de l'accord, notamment de l'Arabie saoudite qui représente 33 % du quota Opep, l'Opep dans sa totalité représentant 33 % de la commercialisation mondiale, 67 % se faisant hors Opep, l'introduction du pétrole-gaz schistes américain ayant bouleversé toute la carté énergétique mondiale. Selon les observateurs internationaux, le cours souhaitable ne devrait pas dépasser 70 dollars afin d'éviter l'entrée massive du pétrole et du gaz de schiste US dont les gisements marginaux, qui sont les plus nombreux, deviennent rentables à un cours supérieur à 60 dollars, inondant ainsi le marché. L'AIE vient de faire savoir en ce mois de janvier 2018, que pour 2018, la production américaine si le



cours se maintient supérieur à 60 dollars dépasserait pour la première fois la production de l'Arabie saoudite.

- **La quatrième raison** est l'entente hors Opep entre l'Arabie saoudite et la Russie, ces deux pays produisant plus de 10 millions de baril/jour.

- **La cinquième raison** est la situation politique en Arabie saoudite, les Bourses ne voyant pas encore clair de l'action du prince héritier dans la lutte contre la corruption, avec la crainte de tensions politiques internes, mais surtout de la vente de 5 % d'actions d'une partie de la grande société Aramco, afin de maintenir l'action à un niveau élevé, vente qui a été reportée.

- **La sixième raison** est la tension au Kurdistan, cette zone produisant environ 500.000 barils/jour, la baisse de la production vénézuélienne, les tensions en Libye et au Nigeria.

- **La septième raison** est la faiblesse du dollar par rapport à l'euro (1,2367 dollar un euro).

- **La huitième raison** est la baisse des stocks américains, une baisse relative de la production US, avec

une reprise annoncée durant le premier semestre 2018.

-II- Les sept axes de la transition énergétique de l'Algérie 2018-2020-2030

1.-Le premier axe consiste à améliorer l'efficacité énergétique afin d'économiser, en s'appuyant sur les nouvelles techniques, la consommation d'énergie tant au niveau des ménages que du secteur économique. La plus grande réserve de gaz et de pétrole pour l'Algérie, ce sont les économies d'énergie pouvant aller à 15/20 %. Cela implique de revoir notamment les politiques actuelles désuètes de l'habitat et du transport et un large débat national sur les subventions actuellement non ciblées source de gaspillage et de fuites de produits hors des frontières. Je préconise au niveau du Premier ministre, en relation avec le ministre des Finances, de la création une Chambre nationale de compensation afin de cibler les subventions destinées aux couches les plus défavorisées et aux secteurs qu'on voudrait encourager d'une manière transitoire. Ceci suppose la mise en place d'un système d'information en temps réel performant. Si on reste au niveau des prix subventionnés actuels (à peine entre 5/10 % du prix interna-

tional selon les utilisateurs, ménages ou opérateurs), la consommation intérieure en 2030 sera l'équivalent et plus des exportations actuelles, environ 60 milliards de mètres cubes gazeux. Il est manifestement impossible de continuer à cette allure. Comment ne pas rappeler que chaque année, les entreprises d'extraction d'énergies fossiles du monde entier reçoivent 4740 milliards d'euros de subventions publiques, soit près de 167.000 € par seconde (compte, gaz et de pétrole pour l'Algérie, ce sont les économies d'énergie pouvant aller à 15/20 %. Cela implique de revoir notamment les politiques actuelles désuètes de l'habitat et du transport et un large débat national sur les subventions actuellement non ciblées source de gaspillage et de fuites de produits hors des frontières. Je préconise au niveau du Premier ministre, en relation avec le ministre des Finances, de la création une Chambre nationale de compensation afin de cibler les subventions destinées aux couches les plus défavorisées et aux secteurs qu'on voudrait encourager d'une manière transitoire. Ceci suppose la mise en place d'un système d'information en temps réel performant. Si on reste au niveau des prix subventionnés actuels (à peine entre 5/10 % du prix interna-

tionnel selon les utilisateurs, ménages ou opérateurs), la consommation intérieure en 2030 sera l'équivalent et plus des exportations actuelles, environ 60 milliards de mètres cubes gazeux. Il est manifestement impossible de continuer à cette allure. Comment ne pas rappeler que chaque année, les entreprises d'extraction d'énergies fossiles du monde entier reçoivent 4740 milliards d'euros de subventions publiques, soit près de 167.000 € par seconde (compte, gaz et de pétrole pour l'Algérie, ce sont les économies d'énergie pouvant aller à 15/20 %. Cela implique de revoir notamment les politiques actuelles désuètes de l'habitat et du transport et un large débat national sur les subventions actuellement non ciblées source de gaspillage et de fuites de produits hors des frontières. Je préconise au niveau du Premier ministre, en relation avec le ministre des Finances, de la création une Chambre nationale de compensation afin de cibler les subventions destinées aux couches les plus défavorisées et aux secteurs qu'on voudrait encourager d'une manière transitoire. Ceci suppose la mise en place d'un système d'information en temps réel performant. Si on reste au niveau des prix subventionnés actuels (à peine entre 5/10 % du prix interna-

tionnel selon les utilisateurs, ménages ou opérateurs), la consommation intérieure en 2030 sera l'équivalent et plus des exportations actuelles, environ 60 milliards de mètres cubes gazeux. Il est manifestement impossible de continuer à cette allure. Comment ne pas rappeler que chaque année, les entreprises d'extraction d'énergies fossiles du monde entier reçoivent 4740 milliards d'euros de subventions publiques, soit près de 167.000 € par seconde (compte, gaz et de pétrole pour l'Algérie, ce sont les économies d'énergie pouvant aller à 15/20 %. Cela implique de revoir notamment les politiques actuelles désuètes de l'habitat et du transport et un large débat national sur les subventions actuellement non ciblées source de gaspillage et de fuites de produits hors des frontières. Je préconise au niveau du Premier ministre, en relation avec le ministre des Finances, de la création une Chambre nationale de compensation afin de cibler les subventions destinées aux couches les plus défavorisées et aux secteurs qu'on voudrait encourager d'une manière transitoire. Ceci suppose la mise en place d'un système d'information en temps réel performant. Si on reste au niveau des prix subventionnés actuels (à peine entre 5/10 % du prix interna-

tionnel selon les utilisateurs, ménages ou opérateurs), la consommation intérieure en 2030 sera l'équivalent et plus des exportations actuelles, environ 60 milliards de mètres cubes gazeux. Il est manifestement impossible de continuer à cette allure. Comment ne pas rappeler que chaque année, les entreprises d'extraction d'énergies fossiles du monde entier reçoivent 4740 milliards d'euros de subventions publiques, soit près de 167.000 € par seconde (compte, gaz et de pétrole pour l'Algérie, ce sont les économies d'énergie pouvant aller à 15/20 %. Cela implique de revoir notamment les politiques actuelles désuètes de l'habitat et du transport et un large débat national sur les subventions actuellement non ciblées source de gaspillage et de fuites de produits hors des frontières. Je préconise au niveau du Premier ministre, en relation avec le ministre des Finances, de la création une Chambre nationale de compensation afin de cibler les subventions destinées aux couches les plus défavorisées et aux secteurs qu'on voudrait encourager d'une manière transitoire. Ceci suppose la mise en place d'un système d'information en temps réel performant. Si on reste au niveau des prix subventionnés actuels (à peine entre 5/10 % du prix interna-

tionnel selon les utilisateurs, ménages ou opérateurs), la consommation intérieure en 2030 sera l'équivalent et plus des exportations actuelles, environ 60 milliards de mètres cubes gazeux. Il est manifestement impossible de continuer à cette allure. Comment ne pas rappeler que chaque année, les entreprises d'extraction d'énergies fossiles du monde entier reçoivent 4740 milliards d'euros de subventions publiques, soit près de 167.000 € par seconde (compte, gaz et de pétrole pour l'Algérie, ce sont les économies d'énergie pouvant aller à 15/20 %. Cela implique de revoir notamment les politiques actuelles désuètes de l'habitat et du transport et un large débat national sur les subventions actuellement non ciblées source de gaspillage et de fuites de produits hors des frontières. Je préconise au niveau du Premier ministre, en relation avec le ministre des Finances, de la création une Chambre nationale de compensation afin de cibler les subventions destinées aux couches les plus défavorisées et aux secteurs qu'on voudrait encourager d'une manière transitoire. Ceci suppose la mise en place d'un système d'information en temps réel performant. Si on reste au niveau des prix subventionnés actuels (à peine entre 5/10 % du prix interna-

Opep est de 1,2 million de barils jour auquel il faut soustraire les 50.000 barils de réduction doit être attentive au cours du gaz qui représente plus de 33 % des recettes de Sonatrach, les contrats à moyen et long terme dans leur majorité expirant entre 2018/2019. Dans ce cadre, l'Algérie a décidé d'investir en amont pour de nouvelles découvertes car elle recèle encore d'importantes potentialités. Mais pour la rentabilité de ces gisements tout dépendra du facteur prix au niveau international et du coût d'exploitation. Pour ma part, j'ai précisé, dans plusieurs rapports destinés au gouvernement algérien, que le retour à des cours supérieurs à 100 \$ le baril était totalement exclu. Donc, la rentabilité devra s'inscrire, pour les grands gisements, entre 35/45 dollars, les gisements moyens entre 45 et 60 \$ et pour les gisements marginaux entre 65 et 75 \$.

3.-Le troisième axe est le développement des énergies renouvelables. Selon l'Agence spatiale allemande (ASA), pour l'Algérie, le potentiel est estimé à 169,440 téra-watts heure/an (TWH/an) pour le solaire thermique, et de 13,9 TWH/an pour le solaire photovoltaïque, ce qui équivaut à environ 60 fois la consommation de l'Europe des 15 (estimée à 3 000 TWh par an). L'énergie solaire journalière dans le désert équivaut- pétrole est estimée à 1,5 baril par km². L'Algérie selon les directives de Son Excellence Monsieur le Président de la République s'oriente vers un Mix énergétique dont les énergies renouvelables au sein du bouquet énergétique qui deviennent une priorité nationale. Les responsables du ministère de l'Énergie viennent d'annoncer en ce mois de mars 2018 qu'un total de 27 % de la consommation énergétique en Algérie proviendra à l'horizon 2030 des énergies renouvelables, et ce grâce à la mise en place d'un programme (en cours de réalisation) relatif à la production de 22.000 mégawatts d'énergies propres (solaire, éolienne, etc.). Est-ce que cet objectif est réalisable sans lever certaines contraintes institutionnelles pour plus de cohérence (ce segment devant relever du ministère de l'Énergie) socio-économiques et techniques ? L'Algérie a tout ce qu'il faut pour développer l'utilisation de l'énergie

solaire dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant. La ligne qui a été fixée est de développer un partenariat privé national / privé international. A cet effet, plusieurs décrets ont été publiés au niveau du Creg (l'agence de régulation qui dépend du ministère de l'Énergie) pour accompagner la mise en œuvre du programme algérien de développement des énergies renouvelables dans le cadre de la mise en place d'un Fonds national de maîtrise de l'énergie (FNME). L'évolution du prix du marché sera évidemment déterminante pour pouvoir investir et assurer la rentabilité des investissements. Sur les 22 000 MGW projetés, un peu plus de 500 MGW ont été déjà produits, jusqu'à fin 2017, à partir de 23 centrales photovoltaïques à travers le territoire national. Dans le domaine du transport, un million de véhicules seront convertis à l'horizon 2030 (programme national) à deux sources d'énergies propres qui sont le gaz naturel comprimé (GNC) et Sirghaz (GPLC), en remplacement des carburants polluants. Il a été prévu en 2018, selon l'Aprue, la conversion de 50.000 véhicules aux énergies propres ainsi que 100.000 autres véhicules en 2019. Contrairement aux carburants classiques, le GNC et le GPLC réduisent significativement les émissions de gaz à effet de serre (CO2 et CO) et les émissions polluantes. Je rappelle que l'Algérie a décidé d'appliquer les résolutions de la COP 21 et de la COP 22 (récemment tenue à Marrakech) concernant le réchauffement climatique ; le ministre de l'Énergie nous a donné toutes les garanties à cet égard.

4.- Le quatrième axe est l'option du pétrole-gaz de schiste, l'Algérie en étant le 3^e réservoir mondial selon des études internationales. Devant éviter toute désinformation sur le pétrole et gaz de schiste, l'Algérie qui possède la troisième réserve mondiale (près de 20.000 milliards de mètres cubes gazeux selon une étude américaine), selon les directives de plusieurs conseils de ministres, et des déclarations du ministre de l'Énergie, les négociations notamment avec d'importants partenaires étrangers, l'Algérie est uniquement en phase d'exploration et non d'exploitation. J'ai eu l'honneur de diriger ce dossier remis au gouvernement en janvier 2015, en

m'appuyant sur l'avis de 27 experts. Nous avons fortement préconisé d'éviter une position a priori tranchée pour ou contre car il convient de sensibiliser la population et de mener un large débat national. On ne saurait minimiser les risques de pollution des nappes phréatiques dans le Sud. Mais l'examen de la situation avec les experts, laisse espérer que des nouvelles techniques apparaîtront dans un délai d'environ cinq à sept ans, permettant d'économiser l'eau et de réduire considérablement l'injection de produits chimiques à partir de la fracturation hydraulique.

5.- Le cinquième axe, l'Algérie a décidé de construire sa première centrale nucléaire au-delà de 2025 à des fins pacifiques, pour faire face à une demande d'électricité galopante. Actuellement, des pourparlers sont en cours, mais à relativement long terme compte tenu des problèmes liés à l'exploitation des gisements d'uranium et surtout à la formation.

6.- Le sixième axe est la nécessité de revoir certains articles de la loi sur les hydrocarbures de février 2013. Rappelons que la loi sur les hydrocarbures en vigueur a introduit un système d'écrémage des superprofits applicable aux bénéficiaires du taux réduit de l'Impôt complémentaire sur le résultat (ICR). Elle a aussi élargi le contrôle fiscal aux compagnies pétrolières étrangères opérant en Algérie, alors qu'auparavant, seul le groupe Sonatrach était considéré comme sujet fiscal, soumis aux obligations de contrôle de sociétés, prévu par le code des impôts algérien. La loi actuelle a également révisé la méthodologie de détermination du taux de la Taxe sur le revenu pétrolier (TRP) qui est, depuis 2013, basée sur la rentabilité du projet au lieu du chiffre d'affaires. Elle a maintenu l'exercice exclusif par Sonatrach de l'activité transport par canalisation des hydrocarbures et des produits pétroliers, comme elle accorde la priorité à la satisfaction des besoins en hydrocarbures liquides et gazeux du marché national, notamment à travers un dispositif obligeant les contractants à céder au prix international une partie de leur production.



La loi en vigueur donne la possibilité d'acquiescement en nature de la redevance, et a clarifié et précisé certaines missions de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) et de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft). Or, avec la baisse drastique du prix du pétrole ayant eu comme effet, en Algérie, la réduction de la dépense publique via la baisse des recettes d'hydrocarbures de plus de 40 %, les sociétés étrangères, face à un cours fluctuant entre 50/65 dollars, deviennent plus exigeantes dans le choix des opportunités disponibles à travers le monde, surtout avec les nouvelles découvertes et les nouvelles technologies. Sonatrach qui compte investir 78 milliards de dollars dans les cinq prochaines années pour développer des projets pétroliers et gaziers a besoin de partenaires internationaux pour mener cet ambitieux plan qui sera axé sur l'exploration, la production, le raffinage et la pétrochimie. Aussi des modifications s'imposent afin de faciliter la prise de décision d'investissement aux compagnies pétrolières en leur permettant d'avoir une visibilité pour asseoir des investissements à long terme, d'améliorer l'attractivité de notre pays en direction des partenaires étrangers, du fait que la plupart des appels d'offres lancés par l'Algérie pour la recherche et l'exploration pétrolières se sont avérés infructueux ces dernières années. Une réflexion doit donc être engagée dans sa partie fiscale, l'écrémage progressif au delà de 30 dollars n'étant plus approprié, le baril n'étant plus de plus de 100 dollars comme en 2013, ainsi que certains volets de la partie financière, de façon que l'investisseur et l'Algérie soient gagnant-gagnant. Certains experts préconisent de revenir au partage de la production afin de partager le risque car une loi doit s'adapter, devant épouser la conjoncture actuelle du monde pétrolier qui n'est pas statique mais dynamique et qui évolue continuellement. Il faut aller dans le détail de la réglementation, pour bien protéger nos intérêts, par la définition de contrats types et pour le contrat d'exploitation, il s'agira d'en affiner le contenu pour mieux gérer les charges variables, parfois difficile à contrôler. Mais, la modification d'une loi et ceci est valable pour tous les secteurs, est une condition nécessaire mais cela ne suffit pas pour attirer l'investissement ne devant jamais oublier que Sonatrach évolue dans un environnement contraignant d'où l'urgence de profondes réformes structurelles afin de lever les contraintes d'environnement dont la bureaucratie étouffante, en termes de sécurité des investissements, le système financier, système socio-éducatif, le foncier qui bloquent les initiatives créatrices. Pour ma part en tant qu'expert, je préconise que Sonatrach (pas question de privatisation, propriété de l'Etat à 100 % ainsi que ses filiales) revienne à ses métiers de base et que s'il n'est pas question de toucher à la règle des 49/51 % pour les grands gisements, pour les nouveaux projets de canalisations dont le taux de profit est en

moyenne inférieur de 30 % par rapport à l'amont, et pour les petits gisements, se pose la règle des 49/51 %, où l'on pourrait imaginer une minorité de blocage de 30 %.

7.- Le septième axe est d'améliorer le management de Sonatrach. Sur le plan des résultats financiers, il s'agira dans la gouvernance de Sonatrach de discerner au vu du résultat but d'exploitation, ce qui est imputable à une bonne gestion interne et ce qui est imputable aux aléas internationaux qui sont déterminants, existant des liens dialectiques entre une bonne organisation et la réduction des coûts pour être concurrentiel. Il s'agira, donc, d'élaborer un modèle de simulation donnant plusieurs variantes en fonction des paramètres et variables -fonction de contraintes qu'il s'agira d'éliminer pour éviter des effets pervers, gérer étant prévoir surtout pour cette entreprise stratégique pour le pays. La démarche devra être de type itératif. Elle consistera à itérer les séquences en plusieurs étapes : fixer les objectifs d'amélioration des performances reliés à chaque fonction où à chaque système de gestion, selon une démarche descendante et en vérifier le réalisme (ratios, contexte) ; - évaluer l'ordre de grandeur des impacts attendus (gains, qualité, délais, coût...) selon une démarche ascendante ; - évaluer les moyens et les délais nécessaires (ordre de grandeur) et enfin vérifier qu'à chaque objectif fixé peuvent être associés des indicateurs de performance faciles à mettre en œuvre. Cette simulation permettra la mise en place de deux ou trois scénarios d'amélioration des performances de Sonatrach tenant compte de l'évolution erratique tant du cours du dollar, de l'euro que du cours du pétrole et du gaz, permettant d'identifier chaque action, décrire le contenu, évaluer les moyens, les délais, les coûts associés à l'action, vérifier le niveau de gain attendu éventuel, rédiger une fiche descriptive de chaque action accompagnée d'un tableau récapitulatif des moyens, coûts et gains attendus et enfin établir un tableau récapitulatif des indicateurs de performance à prévoir.

Conclusion : s'adapter à la nouvelle transition énergétique

Pour l'Algérie, une hausse d'un dollar en moyenne annuelle procure entre 500-600 millions de dollars supplémentaires à l'Algérie soit à 60 dollars à 6 milliards de dollars/an en référence à la loi de finances établie à 50 dollars et 12 milliards de dollars si le cours en moyenne annuelle se maintient à 70 dollars permettant de limiter le financement non conventionnel. Encore comme rappelé précédemment que 33 % des recettes de l'Algérie proviennent du gaz naturel. Cependant, il faut éviter à tout prix de vivre de l'illusion de la rente éternelle et penser en urgence, pour des raisons de sécurité nationale à un nouveau modèle de consommation énergétique (mix énergétique dont l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables dont le coût a diminué de plus de 50 %) et surtout à une stratégie de développement hors hydrocarbures dans le cadre des



valeurs internationales, supposant de profondes réformes structurelles, le statu quo et l'immobilisme conduisant forcément à la cessation de paiement horizon 2020-2022.

Aussi, c'est une erreur stratégique de raisonner sur le modèle de consommation énergétique linéaire du passé. C'est dans ce cadre que doit être mis en œuvre, pour l'Algérie, un programme national cohérent de la transition énergétique posant la problématique de sa sécurité énergétique maîtrisée s'insérant dans le cadre global d'une transition d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures dans le cadre des avantages comparatifs mondiaux. Cela suppose de revoir l'actuel modèle de consommation énergétique, posant la problématique des subventions dans le domaine énergétique, et de lever toutes les contraintes bureaucratiques d'environnement qui freinent l'expansion de l'entreprise publique ou privée créatrice de valeur ajoutée et son fondement l'économie de la connaissance. Le rapport offre / demande à court terme, la structuration de la croissance de l'économie mondiale et la nouvelle configuration énergétique mondiale qui se dessinent 2017/2030, avec de nouvelles énergies alternatives concurrentes, seront à l'avenir les déterminants tant du cours du pétrole que celui du gaz naturel. L'énergie est au cœur du développement et de la sécurité nationale. C'est dans ce cadre qu'il s'agit à la fois de revoir la loi des hydrocarbures de février 2013 et d'imaginer un nouveau management stratégique de Sonatrach pour s'adapter à ces importantes mutations, le monde devant connaître une profonde mutation énergétique entre 2020/2030 /2040 auquel l'Algérie ne saurait y échapper mais qui concernent tant le domaine militaire, sécuritaire, social, culturel, étant à l'aube de la quatrième révolution économique mondiale fondée sur l'innovation permanente et les industries écologiques. Ainsi, un changement de cap s'impose afin de démentir les prévisions de la banque mondiale dans son récent rapport du 16 avril 2018 où il est affirmé au sujet de l'utilisation par l'Algérie du financement non conventionnel, la qualifiant de "très préoccupante" et annonçant que "le pays se dirige vers une crise financière". La croissance du PIB devrait s'établir à 3,5 % en 2018,

puis ralentir les années suivantes. Les économistes de la Banque Mondiale tablent sur une croissance à 2 % en 2019 et 1,3 % en 2020, la qualifiant de "croissance anémique". En raison du recours à la planche à billets l'inflation en termes réels s'établira à 7,5 % en 2018, puis 8,1 % en 2019 et 9 % en 2020, prévoyant une aggravation du double déficit en 2018 en raison du maintien du niveau de dépenses publiques à un niveau élevé non compensé par une hausse des recettes, le déficit budgétaire devant atteindre en 2018 11,4 % du PIB, puis diminuer grâce à un rééquilibrage des finances publiques au cours de la période 2019-2020 (5,2 % en 2019, puis 1,9 % en 2020). Outre les conflits récents avec nos principaux partenaires notamment l'Union européenne, selon la Banque mondiale le régime de licence n'a pas permis de limiter le volume des importations ayant un impact sur le niveau des réserves de change, 17 mois d'importations à la fin de 2017 et que cinq mois d'importation d'ici 2020. De cette situation en raison de la croissance léthargique du secteur hors hydrocarbures, le taux de chômage a atteint 11,7 % en septembre 2017 et pourrait dépasser 13 % en 2018. Ainsi, selon la BM, s'annoncent pour l'Algérie de vives tensions budgétaires "car dans le cadre budgétaire actuel (2018-2020), adopté dans la loi de finances de 2018, les dépenses publiques resteront très élevées et ne seront pas contrebalancées par l'augmentation des recettes publiques qui pourrait résulter de la remontée escomptée des cours et de la production du pétrole" du fait que directement et indirectement Sonatrach procure 97/98 % des recettes en devises, le dérapage du dinar tant par rapport à l'euro qu'au dollar pour combler le déficit budgétaire ayant une limite, étant une solution conjoncturelles (épargne forcée), d'où l'importance de profondes réformes structurelles et changer la trajectoire de la politique économique l'adaptant aux nouvelles mutations mondiales. ademmetoul@gmail.com

*A. B., Professeur des universités,
expert international

Dr Abderrahmane Mebtoul,
directeur d'Études

EL-OUED, LEGS MATÉRIEL SÉCULAIRE

La coupole, un joyau architectural

Le mode architectural traditionnel, adoptant la coupole parmi ses éléments de construction dans la région d'El-Oued, continue toujours de narguer les conceptions architecturales nouvelles qui ne cessent d'envahir la région et de défigurer son legs urbanistique ancestral.

Ce type de construction avec coupole sur les toitures, de plus en plus abandonné risquant de menacer sa survie, est en quête de davantage d'efforts pour éviter la disparition de cet élément patrimonial et legs matériel séculaire. Bien qu'elle figure en bonne place dans le mode de construction arabo-musulman, la coupole, couvrant jadis les toitures de toutes les bâtisses soufies, a commencé quelques années à perdre sa place dans les nouvelles conceptions urbanistiques de la région qui se délaissent petit à petit de certaines composantes architecturales traditionnelles, dont les pilastres, les arcades et la coupole, conception singulière surplombant les toitures d'habitations. Evoquant cette conception architecturale "intime", altérant souvent la beauté du cachet urbanistique ancestrale propre à la région, le conseil des architectes de la wilaya d'El-Oued impute cette situation de délaissement graduel du style urbain traditionnel dans la construction des nouvelles bâtisses et infrastructures, à l'absence de contrôle et de mesures dissuasives des instances chargées du suivi et du contrôle technique des projets.

Le recours par les bureaux d'études, pour



satisfaire une demande particulière, à des designs "étrangers" au cachet architectural local et l'adoption de plans de construction en usage dans des pays étrangers, est également pointé du doigt.

En effet, ces nouveaux plans ne tiennent pas compte des coupoles dans la réalisation des logements et des édifices, sachant que ce mode d'architecture répond largement aux spécificités naturelles, climatiques et socioculturelles de la région. Des spécialistes et archéologues ont déploré que ces conceptions, "non-étudiées et irréfléchies", n'apportent aucune valeur ajoutée à l'architecture saharienne, et ont, bien au contraire, contribué à sa défiguration. Une situation dénoncée par de nombreux spécialistes et parties centrales chargées de l'urbanisme.

La coupole, un legs architectural de la région du Souf

Des architectes et archéologues contactés par l'APS ont confirmé que la coupole n'est pas seulement un legs matériel ingé- nieux adopté par les ancêtres rien que pour

la décoration, mais un mode architectural basé sur des normes et des techniques, usant de matériaux de construction locaux, dont la pierre et le gypse, pour répondre aux spécificités du milieu saharien hostile, avec toutes ses caractéristiques climatiques et socioculturelles.

Les actions de préservation de ce legs séculaire, menacés de moult parts, demeure en quête d'une prise en charge "urgente" à même de le mettre à l'abri de la dégradation, à travers une stratégie scientifique susceptible de pallier à la défiguration urbaine que connaît la région d'El-Oued, estiment-ils.

Les spécialistes mettent, à ce titre, l'accent sur la nécessaire dynamisation des actions du comité de coordination, composé des directions exécutives chargées du suivi des projets d'habitat et de construction, et des bureaux d'études pour arrêter un plan d'action axé sur les mécanismes de contrôle et de dissuasion contraignant au respect des spécificités urbanistiques de la région.

KSOUR DE DJANET

Espaces architecturaux en quête de préservation

Les ksour de la wilaya déléguée de Djanet (420 km sud d'Illizi), se dressant encore comme témoin des peuplements de la région, sont en quête d'efforts supplémentaires pour leur classement comme secteur sauvegardé du patrimoine national et la préservation de ce legs patrimonial ancestral. Il s'agit de la sauvegarde et de la valorisation des ksour d'Azelouaz, El-Mihane et Adjahil, dont les démarches pour leur classement s'étaient heurtée à des contraintes inhérentes notamment au foncier "Habous" (bien communautaire) nécessitant ainsi d'entreprendre, avec le concours des parties concernées, des enquêtes foncières, de sorte à permettre ensuite d'opérer des travaux de réhabilitation et de renforcement, et, de là, le classement de ces sites comme secteur sauvegardé et patrimoine historique, a indiqué le directeur de la Culture de la wilaya d'Illizi, Abdelhamid Morseli.

L'Office du parc national du Tassili N'Ajjer (OPNT) avait procédé en 2011 à l'élaboration d'un dossier de classement des trois ksour de Djanet, mais le ministère de la Culture avait alors émis des réserves, prises en charge par l'OPNT.

De don côté, le directeur de l'Office, Cheikh Askokafi, a fait savoir, à ce titre, que les efforts sont menés pour lever ces réserves, notamment celles liées au recensement des familles qui occupaient ces sites archéologiques en vue d'hâter l'opération de classement de ces espaces, qui

constituent d'importants sites drainant annuellement de grands flux touristiques.

Classement des ksour de Djanet, souhait des acteurs locaux

Le classement comme patrimoine sauvegardé des ksour de Djanet, une destination touristique par excellence et objet de moult études universitaires et architecturales, est vivement souhaité par les associations locales et les acteurs de la société civile, qui manifestent un grand intérêt à préserver le riche patrimoine légué par leurs ancêtres.

Approché par l'APS, Cheikh Hassani, occupant du ksar d'El-Mihane, a présenté ce site comme "un fichier identitaire" de toute la population de Djanet qui requiert restauration et réhabilitation, ajoutant que "ce cœur battant de Djanet véhicule aussi sa dimension spirituelle à travers l'antique mosquée et les zaouïas existantes, en tant que citadelles de rayonnement religieux et d'enseignement du Coran et des préceptes de l'Islam".

Ksour de Djanet... œuvre architecturale traditionnelle authentique

Une visite à la Perle du Tassili (Djanet) donne l'occasion de découvrir l'art architectural traditionnel dans les trois ksour de la ville de Djanet : à son entrée ksar

Adjahil, à sa sortie Ksar Azelouaz, et au centre celui d'El-Mihane, conférant à la ville, aux constructions dominées par les couleurs blanche et rouge brique, une belle image saharienne singulière.

Remontant à de longues périodes de l'histoire, ces sites archéologiques aux cachets architecturaux ksouriens, conçus et réalisés avec des moyens rudimentaires et des matériaux locaux, dont la terre, la pierre et les branches d'arbres et de palmiers, ont fait et feront l'objet d'une série d'études universitaires et archéologiques à même de percer d'autres secrets de l'ancien savoir-faire.

Soucieuse de la préservation et de la valorisation du patrimoine matériel et immatériel de la région, la direction de la Culture de la wilaya d'Illizi s'emploie, de son côté, à la réalisation de films audio-visuels et la collecte de photographies des différentes manifestations et traditions de la société targuie "Imouhag", en vue de médiatiser le legs local et promouvoir le tourisme Culturel.

Constituant un musée à ciel ouvert en plein désert algérien, le Tassili-N'Ajjer est l'une des destinations touristiques privilégiées des touristes, aussi bien nationaux qu'étrangers, qui viennent y découvrir et apprécier l'écrin archéologique de ses ksour, riches en gravures et dessins rupestres millénaires, en plus d'apprécier ses paysages naturels féériques.

PROTECTION DU PATRIMOINE

Consensus autour de l'efficacité de l'élément humain

Les participants à une rencontre de sensibilisation sur les biens culturels saisis par les services de la Sûreté nationale et conservés au musée de Sétif, ont considéré, de manière consensuelle, que l'efficacité de l'élément humain dans la protection du patrimoine issu de la contrebande "surpasse" les différents moyens et dispositifs utilisés à cet effet.

S'exprimant en marge de cette rencontre organisée mercredi par le Musée national de Sétif, à l'occasion du Mois du patrimoine, le responsable de la communication de la police des frontières de l'aéroport du 8 mai 1945, le lieutenant de police, Zoheir Bendechache, a indiqué, à l'APS, qu'"en dépit des moyens modernes mis à la disposition de tous les services de sécurité, la spécificité de ce type de délit a besoin de la compétence et la vigilance de l'homme plus que tout autre chose".

Ce même responsable a considéré également la formation spécialisée de l'élément humain comme l'un des facteurs les plus importants dans la diminution des cas de contrebande du patrimoine archéologique et culturel, eu égard à sa diversité et à la difficulté de l'identifier et le classer.

Pour sa part, la directrice du musée et chercheur en archéologie, Chadia Khalfallah, a souligné la nécessité d'intensifier les efforts et la coordination entre les corps constitués à l'instar de la gendarmerie nationale, la police et les douanes en vue de sécuriser et protéger les biens culturels et archéologiques, matériels et immatériels.

Elle a soutenu, dans ce contexte, qu'aux stages de formation s'ajoutent les mécanismes opérationnels dont disposent les personnes chargées de lutter contre ce type de criminalité, notamment au niveau des zones sensibles, et la sensibilisation du citoyen à l'importance du patrimoine, notamment dans les zones reculées, susceptible de contribuer à la réduction de la contrebande du patrimoine culturel.

De son côté, le directeur de la culture de la wilaya de Sétif, El Yazid Gharzouli, a indiqué que cette rencontre vise également à fournir les mesures préventives pour contrecarrer tous les dangers et les formes de modification, de détérioration et tout préjudice pouvant être occasionné au patrimoine national, matériel ou immatériel, et à débusquer tous les individus et les réseaux qui cherchent à le faire sortir illégalement du pays.

Les participants à cette rencontre, dont l'ouverture a été présidée par le wali de Sétif, Nacer Maâskri, en présence d'étudiants de l'Institut d'archéologie de l'université de Sétif, a regroupé de nombreux partenaires de la lutte contre la contrebande tels que la police, la gendarmerie, les douanes et des représentants d'associations activant dans la protection du patrimoine.

Plusieurs sujets ont été abordés par les participants à cette rencontre, dont une intervention intitulée "Les saisies de biens culturels au niveau des frontières", présentée par le lieutenant de police des frontières au niveau de l'aéroport du 8-Mai-1945.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DIRECTION DE LA SANTE ET POPULATION
ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER DE METLILI
N° FISCAL : 000747059005245

CORRECTION DE L'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE*

Conformément aux dispositions de l'Articles 65 du décret présidentiel 15/ 247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'Établissement Public Hospitalier de Metlili Informe tous les soumissionnaires ayant soumissionné dans le cadre du présent appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales n° 01 / 2018 concernant l'approvisionnement en produits alimentaires lancé dans le quotidien « MidiLibre » du 30 /01 /2018 et « EL MIHWAR » du 30 /01 /2018 qu'après évaluation des offres techniques et financières ,et suit a la lettre du fournisseur Bengaid djamaa relatif au désistement du marché en date du 07/03/2018 les résultats sont comme suit, les résultats sont comme suit .

Désignation	Soumissionnaire qualifié	Montant Minimum En (TTC)	Montant Maximum En (TTC)	Total Notes techniques et financières	Délai D'exécution	Observation
Viande rouges et viande blanches	BOUAMER MOHAMED NIF : 195547050008535	ⵛ 9.783.000.00	ⵛ 10.925.000.00	40	mois 12	Offre moins disant
Fruits et légumes frais	BOUAMER MOHAMED NIF : 195547050008535	ⵛ 6.946.951.50	ⵛ 8.443.044.50	50	mois 12	Offre moins disant
Alimentation générale	BOUAMER MOHAMED NIF : 195547050008535	ⵛ 4.958.052.95	ⵛ 4.299.383.95	50	mois 12	Offre moins disant
Lait et produits divers	BOUAMER MOHAMED NIF : 195547050008535	ⵛ 799.559.00	ⵛ 819.832.50	40	mois 12	Offre moins disant
Pains ,pâtisserie						Infrauctueux

Conformément aux dispositions des Articles 82 du décret présidentiel n°15/ 247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public les soumissionnaires peuvent s'ils le souhaitent introduire un recours dans les dix (10) jours ouvrables à compter de la date de parution du dit avis d' attribution provisoire du marchés et ce auprès de la Établissement public hospitalier de Metlili Les soumissionnaires souhaitant consulter le détail des résultats peuvent contacter l'établissement public hospitalier de Metlili (bureau des marchés) . dans un délai de trois (03)jours à compter de la parution de l'avis dans les quotidiens sus- cités et le (BOMOP).

Midi Libre n° 3373 - Lundi 23 avril 2018 - Anep 811 461

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SETIF

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

CITE HAMOU EL MAEBOUDA SETIF

NIF : 41 10 29 0000 19 011

Avis d'attribution provisoire

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations des services publics .la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Sétif informe l'ensemble de soumissionnaires ayant répondu a l'avis d'appel d'offres ouverts avec exigences de capacité minimales parus dans les quotidiens nationaux NEWS EL KORA du 11/03/2018 et MIDI LIBRE du 11/03/2018 Relative à la réalisation : d'un stade 1200 places à tizin bechar Lot : lot : drainage + gazon synthétique Et ce conformément au procès verbal de la réunion de la commission de jugement en date 17/04/2018 en donne le résultat suivant :

Projet	Soumissionnaire retenu	Montant DA	Délais	Note technique	Observation
d'un stade 1200 places à tizin bechar	ETP BEYFOUH MOUSSA	56.202.045.90 NIF : 177195701060186	05 mois	49/70	LE MOINS DISANT

Tous soumissionnaire conteste le choix peut introduire un recours auprès de la commissions des marchés publics de la wilaya se Sétif dans un délai de 10 jours a compte la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux et ce conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations des services publics les soumissionnaires intéressés par cet avis souhaitant prendre connaissance de résultats détaillés de l'évaluation de leurs offre sont invitées de se rapprocher de nos services au plus tard trois (03) jours a compter de la première publication de l'avis.

Midi Libre n° 3373 - Lundi 23 avril 2018 - Anep 811 537

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

République Algérienne Démocratique et Populaire
وزارة الصحة و السكان و إصلاح العمارة
Ministère de la Santé de la Population et de la Réforme Hospitalière

Direction de la Santé et de la Population de Ouargla

مديرية الصحة و السكان و رفقة

Adresse: rue si el houes Ouargla

NIF:40.80.16.0000.3.00.41

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
N°: 07/D S P/2018

La Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya de Ouargla lance un avis d'attribution provisoire concernant l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimales pour : l'acquisition, installation et mise en service d'un accélérateur linéaire d'électrons 6 MEV

*Dent l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimales n°: 05/D S P /2018 paru dans les quotidiens :

" WAKT EL DJAZAIR " (en langue arabe) en date du 01 Février 2018

" MIDI LIBRE " (en langue française) en date du 01 Février 2018

Comme suit:

DESIGNATION	ENTREPRISE	NOTE TECHNIQUE /70	NOTE FINANCIER /20	TOTAL /90	MONTANT EN TTC (DA)	OBSERVATION
Acquisition, installation et mise en service d'un accélérateur linéaire d'électrons 6 MEV	SARL GENERAL MEDICAL PROVIDER NIF : 001316100771961	68	20	88	197.996.878.63 DA	L'offre Unique

Les soumissionnaires désirant consulter les résultats de l'évaluation de leurs offres techniques et financières peuvent prendre attache auprès de la direction de la santé et de la population de la wilaya de Ouargla rue si el houes-service planification-au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de cet avis.

Tout soumissionnaire qui conteste cette attribution devra formuler un recours auprès de la commission des marchés de wilaya de Ouargla dans un délai de 10 jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans le BOMOP ou les quotidiens nationaux.

Midi Libre n° 3373 - Lundi 23 avril 2018 - Anep 811 566

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE & POPULAIRE

وزارة السكن و العمران و المدينة

MINISTRE DE L'HABITAT , DE L'URBANISME & DE LA VILLE

مديرية التجهيزات العمومية

ولاية بجاية

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

DE LA WILAYA DE BEJAIA

NIF DU MAITRE DE L'OUVRAGE : 09 96 0601 90021 37

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations du service public, la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Bejaia, informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l'avis d'appel d'offres national ouvert n° 07/18 du 26 Mars 2018 paru aux quotidiens « EL HAYETTE & MIDI LIBRE » portant : VIABILISATION ET AMENAGEMENT DU SITE UNIVERSITAIRE EL KSEUR 21EME TRANCHE (6000 PLACES PEDAGOGIQUES).

- Qu'à l'issue de l'évaluation des offres du 15 /04 /2018 les marchés sont attribués provisoirement aux entreprises suivantes :

- LOT 05 : TELEPHONIE ET INFORMATIQUE.

ENTREPRISE: SARL TECHSYS BEJAIA MONTANT VERIFIE: 47.600.083.30 DA/TTC

DELAI D'EXECUTION : 02 MOIS NOTE TECHNIQUE: 30.00/50 POINTS

NIF DU CO-CONTRACTANT : 000906018625425

- LOT 06 : ACHEVEMENT MUR DE CLOTURE & REALISATION DE BATIMENT D'ACCES SECONDAIRE.

ENTREPRISE: ETB/TCE GUENANE LYAZID MONTANT VERIFIE:79.786.406.00 DA/TTC

DELAI D'EXECUTION : 05 MOIS NOTE TECHNIQUE: 42.00/50 POINTS

NIF DU CO-CONTRACTANT :1973 064 4000 2345

-LOT 07 : REVETEMENT D'ESCALIER EXTERIEUR EN MARBRE.

ENTREPRISE: ETB/TCE PI MADANI ABDELAZIZ MONTANT VERIFIE:35.412.020.00 DA/TTC

DELAI D'EXECUTION : 02 MOIS NOTE TECHNIQUE: 47.00 /50 POINTS

NIF DU CO-CONTRACTANT :1973 06440149 623

Les soumissionnaires ont un délai de 10 jours à partir de la première parution du présent avis sur les quotidiens nationaux pour formuler leurs éventuel recours , Sont , aussi invités, les soumissionnaires intéressés à se rapprocher des services du maitre de l'ouvrage au plus tard 03 jours à compter du premier jour de publication du présent avis à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des offres techniques et financières

Midi Libre n° 3373 - Lundi 23 avril 2018 - Anep 811 549

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FAF

Zetchi défend ses bilans d'une année de règne



L'actuel président de la Fédération algérienne de football, Kheiredine Zetchi, est appelé à défendre ce matin ses bilans financier et moral, à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire de la Faf, prévue ce matin au centre technique national de Sidi-Moussa.

PAR MOURAD SALHI

Après une année de règne, le nouveau patron de la Faf tiendra aujourd'hui sa première assemblée générale ordinaire au centre technique national de Sidi-Moussa. Il sera question d'approbation des bilans moral et financier de l'instance fédérale, après une année d'exercice. La Faf a déjà tenu déjà sa réunion mensuelle statutaire, jeudi dernier, au centre technique national, et un compte rendu a été établi par le bureau fédéral. Une session avec pour but d'examiner les rapports de plusieurs structures. La Ligue nationale de football pro-

fessionnel était au centre des débats. Les présents ont décidé, ainsi, de la tenue d'une assemblée générale électorale de la LFP le 15 juin prochain. Cette instance, signalons-le, est gérée par un directoire présidé par Amar Bahloul après le départ du président Mahfoud Kerbadj. Après avoir tout finalisé lors de sa dernière réunion, l'actuel bureau fédéral, sous la conduite de Kheiredine Zetchi est appelé aujourd'hui à défendre les bilans de sa première année d'exercice. Un bilan qui sera soumis pour approbation aux membres de l'AG de la Fédération.

Cette assemblée générale ordinaire suscite une certaine polémique pour différentes raisons, après une année qui a été très mouvementée : la sortie prématurée de l'équipe nationale de football des éliminatoires de la Coupe du monde 2018, le limogeage de l'entraîneur espagnol Lucas Alcaraz et l'arrivée d'un trio algérien à la tête de la barre technique des Verts, à savoir Madjer-Ighil-Menad.

L'Assemblée générale d'aujourd'hui devrait enregistrer la présence de l'ancien président Mohamed Raouraoua. Une annonce qui a fait

couler beaucoup d'encre ces derniers jours. Membre à part entière de la composante de cette AG, Raouraoua a envoyé une demande pour assister à cette AG. Une intervention qui tient tout le monde en haleine, surtout eu égard à la relation tendue qui existe entre les Zetchi et Raouraoua. Mohamed Raouraoua, qui n'arrive pas à digérer la manière avec laquelle il a été "éjecté" de la Faf, ne compte pas se contenter d'une simple figuration, mais compte intervenir, s'il sera présent bien évidemment. En tous cas, Raouraoua avait indiqué par le passé qu'il ne compte jamais revenir à la Faf, justifiant sa décision par "la fatigue".

Une information confirmée par certains de ses proches qui indiquent que l'ancien président de la Faf a renoncé à sa décision et ne veut plus revenir aux affaires du football national. L'actuel président de l'instance fédérale a souhaité la bienvenue à tous les membres de l'AGO et appelle à plus de sérénité pour l'intérêt du football national.

M. S.

NATIONALE 1 DE BASKETBALL

Le NAHD assure, le NBS joue avec le feu

Le NA Hussein Dey a franchi un grand pas vers les play-offs, ce samedi, en battant le RC Constantine pour le compte de la 29^e journée du championnat national de basketball, Nationale 1. De son côté, le NB Staouéli s'est mis en difficulté suite à sa défaite concédée chez lui face au PS El Eulma. Sauf catastrophe, le 8^e et dernier ticket pour les play-offs reviendra au NAHD. Les Sang et Or ont augmenté leurs chances de disputer le titre en allant s'imposer à Constantine face au RCC, 59 à 66. Quant on sait que les Nahdistes rece-

vront l'OMS Miliana, lanterne rouge, vendredi prochain lors de la dernière journée, il ne fait quasiment plus de doute que le NAHD jouera les play-offs. Pour sa part, l'USM Alger n'a pas encore dit son dernier mot et souhaite se battre jusqu'à l'ultime journée. Les Rouge et Noir ont pris le meilleur sur l'OS Bordj Bou Arréridj (57-53), autres candidats aux play-offs. Concernant le NB Staouéli, ce dernier a enregistré une défaite surprenante sur ses terres face au PS El Eulma. En s'inclinant sur le score de 69 à 73, le NBS se met en difficulté et

devra impérativement gagner lors de la dernière sortie à Bordj-Bou-Arréridj face à l'OS pour éviter les calculs et autres mauvaises surprises.

S'agissant du trio de tête, le podium n'a pas changé. Le GS Pétroliers a étrillé le OMS Miliana (91-57), le CRB Dar El-Beïda s'est imposé en déplacement face au CSMBB Ouargla (56-69) alors que l'US Sétif a fait de même contre le CSC Gué de Constantine (62-65).

ANGLETERRE

Benitez : "À Slimani de prouver"

Le coach, Rafael Benítez, est revenu sur l'avenir des joueurs prêtés à Newcastle, la saison prochaine.

Le technicien espagnol a déclaré : "Je peux dire que quelques joueurs joueront leur avenir au cours des prochaines rencontres. Je parle notamment des fins de contrat et des joueurs prêtés comme Kennedy et Slimani". Il a ajouté : "Qu'ils soient bons ou pas, on doit tout de même leur donner l'opportunité. Ce sera à eux de prouver ce dont ils sont capables. On doit pour notre part analyser chaque cas de joueur et après, prendre les décisions qui s'imposent". Arrivé lors du Mercato d'hiver passé, Slimani a souffert d'une blessure qui l'a éloigné des stades pendant deux mois.

L'attaquant des Verts commence à reprendre du poil de la bête en cette fin de saison. Il a été notamment l'auteur d'une passe décisive face à Arsenal lors du dernier match de Premier League.

FRANCE

Idriss Saadi buteur avec Strasbourg

L'international algérien, Idriss Saadi, a inscrit son quatrième but de la saison en fin de match face à Amiens en Ligue 1. L'avant-centre algérien a bien coupé un centre de Blayac à la 94^e minute de jeu pour réduire la marque en faveur des visiteurs. Les coéquipiers de l'attaquant algérien se sont inclinés (3-1), hier 21 avril 2018, en déplacement à Amiens pour le compte de la 34^e journée de Ligue 1.

Un neuvième match sans victoire pour les strasbourgeois qui les placent dangereusement sur la route de la zone rouge. Une réaction est impérative pour le portier algérien Oukidja et ses coéquipiers lors du prochain face à Nice à domicile.

SUPER DIVISION - PLAY-OFFS - VOLLEY-BALL:

L'ES Sétif s'offre le leader

L'ES Sétif a survolé le derby des Hauts-Plateaux en battant le leader, le NR Bordj Bou Arréridj, chez lui, ce samedi à l'occasion de la 5^e journée des play-offs du championnat national de volley-ball, Super Division. A l'issue d'une partie des plus disputées, le dernier mot est revenu aux Sétifiens vainqueurs au tie-break (2-3). Grâce à ce succès, l'ESS (10 pts) réduit l'écart à 3 unités sur le leader (13 pts).

De son côté, le GS Pétroliers a raté l'occasion de prendre seul la 2^e place après avoir eu recours au jeu décisif également pour battre battu l'OMK El Milia (3-2). Dans les deux autres rencontres, le WA Tlemcen s'est imposé face au JSC Ouled Adouan (3-2), alors que le NC Bejaïa est allé battre le PC Chlef sur son terrain (1-3).

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ALGER
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
NIF N° : 414024000016216

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DES MARCHES

Conformément aux dispositions des articles 65 et 82 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, il est porté à l'ensemble des entreprises ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales n°10/DEP/WA/2018 relatif à la construction d'un lycée 1000/300R à BOUZAREAH.

Qu'à l'issue du jugement des offres, les marchés sont attribués provisoirement aux entreprises suivantes :

Lot n°01 : Bloc enseignement - Auditorium - Administration - réfectoire - sanitaires - atelier

Lot n°02 : VRD

Lot n°04 : Salle de sport

Pli	Lot	Soumissionnaire	Montant de l'offre DA/ TTC	Montant corrigé DA/TTC	Délai	NIF	Noe technique 50 pts	Observation
12	01	SARL ZAHAR Construction	333.446.892,28	333.446.892,28	18 mois	000016001114347	46	Retenu
04	02	SARL FAMACO en gros	168.874.451,76	168.874.451,76	09 mois	001242052417828	32	Retenu
08	04	EURL KADDOUR	133.845.822,03	129.160.089,93	18 mois	099916000638697	30.66	Retenu

Il est à signaler que le lot n°03:07 logements d'astreintes est déclaré infructueux

Les autres concurrents peuvent prendre connaissance dans un délai de 03 jours à partir de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché des résultats de l'évaluation de leurs candidatures et leurs offres technique et financière auprès du service des marchés de la direction des équipements publics de la wilaya d'Alger.

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant, peut introduire un recours dans un délai de dix (10) jours, à compter de la première publication du présent avis dans la presse nationale, le BOMOP ou le portail des marchés publics auprès de la commission des marchés publics de la wilaya d'Alger.

Midi Libre n° 3373 - Lundi 23 avril 2018 - Anep 811 383

Pensée

Il est difficile de croire que cela fait un an que **Madame Taous Ouchene** et ses filles ont dit au revoir à jamais à



leur cher et tendre mari et père **Monsieur Ouchene Abdelkader** parti le 23

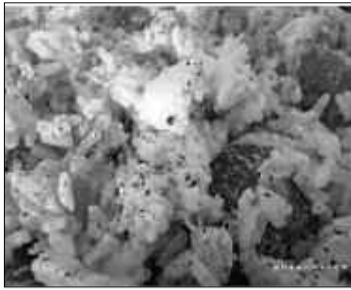
avril 2017 à l'âge de 85 ans. Un an est passé mais la douleur ne disparaît pas, repose en paix grand homme, les prières et les pensées de ta famille t'accompagneront à jamais



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

Cuisine

Salade de riz



Ingédients :

- 1 petit bol de riz
- Mayonnaise
- 2 concombres
- 2 tomates
- 2 carottes
- 2 pommes de terre
- 1 œuf
- Sel, poivre

Préparation :

Laver le riz et bien l'égoutter, mettre dans une casserole l'eau salée, le riz, faire cuire 15 minutes à feu doux sans le remuer, égoutter et laisser refroidir. Verser le riz dans un grand saladier, incorporer-le à la sauce mayonnaise. Laver et peler les carottes ensuite râpés-les avec une râpe à grand trous. Laver et peler les concombres, râpés-les avec une râpe à grand trous. Laver et peler les tomates et les couper dans le sens de la longueur. Laver et éplucher les pommes de terre et les couper en dés taille équivalente, les mettre dans une casserole d'eau salée, laisser cuire 15 à 20 minutes jusqu'à ce qu'elles soient cuites, égoutter-les. Mettre-les dans un saladier et incorporer-les à la sauce mayonnaise. Mettre l'œuf dans une casserole d'eau en ébullition, faire cuire 10 minutes, laisser refroidir, enlever la coquille, le râper avec une râpe à grand trous. Dans un plat de servir, mettre le riz ensuite disposer les légumes râpés et les tomates en décoration sur les côtés de riz, mettre en haut de riz les pommes de terres et l'œuf râpé, saler, poivrer.

Madeleines



Ingédients :

- 2 œufs
- 125 g de sucre en poudre
- 180 g de beurre ramolli
- 125 g de farine
- Le zeste d'1 citron

Préparation :

Mettre dans un cul de poule les œufs et le sucre en poudre. Mettre le cul de poule au bain marie sur une casserole d'eau chaud, battre avec un fouet électrique jusqu'à ce que le mélange soit épais, retirer du feu et continuer à battre jusqu'à ce que le mélange augmente de volume, incorporer délicatement la farine tamisée, le beurre ramolli et le zeste de citron. Beurrer et fariner bien les moules à madeleines et les remplir avec la pâte. Faire cuire dans un four préchauffé à 180°C pendant 12 minutes, démouler et laisser refroidir sur une grille.

ÉPILATION DES JAMBES

Quelle méthode choisir ?

Les techniques d'épilation ne manquent pas : rasoir, crème, cire, épilateur ou encore laser. Toutes ont leurs avantages... mais aussi leurs inconvénients. Pour être sûre de choisir l'épilation qui convient à vos jambes, voici quelques conseils...

S'épiler les jambes avec un rasoir

Pour une épilation des jambes, des aisselles ou du maillot, le rasoir a l'avantage d'être rapide, indolore et bon marché. En un temps record, vous êtes débarrassée de votre duvet disgracieux. Mais l'effet est éphémère. Un à deux jours plus tard, vos poils repoussent et apparaissent plus drus et plus noirs. Une méthode à privilégier donc en dépannage.

Avec de la crème dépilatoire

Les crèmes dépilatoires se sont perfectionnées et sont désormais plus efficaces. La méthode d'épilation est rapide. Malheureusement, le poil n'étant pas arraché à la racine mais simplement dissout, il repousse vite. Le revoilà, en seulement qua-

inattendu ↓	trait d'union ↓	ferment ↓
adepte du funboard ↓	déconcait ↓	supérieur ↓
effaceurs de bosses avalées ↓		
inscrites ↓		
ancien ↓		

tre jours ! De plus, la composition chimique des crèmes dépilatoires peut s'avérer irritante. Cette méthode ne conviendra donc pas aux peaux sensibles.

Avec de la cire

Pour l'épilation des jambes, la cire possède de nombreux avantages. Le résultat est net. Un seul passage est généralement suffisant. Et la repousse est lente : deux à trois semaines environ. Mais cette méthode pos-

sède aussi ses inconvénients. Elle peut se révéler douloureuse et difficile à appliquer. Les plus maladroites privilégieront donc les roll-on, disponibles dans le commerce, ou une visite à l'institut.

Avec un épilateur

L'épilateur électrique a l'avantage de proposer une épilation des jambes douces et soyeuses, pendant deux à trois semaines. Il nécessite toutefois un investissement initial. Si certaines marques développent des appareils dits - antidouleurs -, l'épilateur reste l'un des modes d'épilation les plus inconfortables. Autre inconvénient non négligeable : cette technique expose au risque de folliculite. Autrement dit, de poil incarné.

Avec un laser

Très à la mode, le laser est une technique d'épilation définitive des jambes qui permet de détruire le bulbe du poil en profondeur. Sans douleur ou presque. Il permet une épilation de très longue durée, notamment sur les poils foncés. Mais armez-vous de patience. Cinq à huit séances sont nécessaires pour éradiquer tous les poils de la zone traitée. Et ce, à raison d'une séance toutes les huit semaines environ.

BÉBÉ FAIT SES DENTS

Un croûton de pain... antidouleur



Quand bébé fait ses dents, donnez-lui un croûton de pain ou une bis-

cotte. Il s'amusera avec en mordillant et non seulement ça calmera ses douleurs comme le fait un anneau de dentition, mais ça l'aidera en plus à faire ses dents. A cet égard, de nombreux aliments à mâcher peuvent faire l'affaire, mais attention à éviter les produits sucrés, qui ne sont pas très recommandés pour la santé des dents.

Un bon bain tiède

L'eau tiède, pour les enfants comme pour les adultes, a des propriétés relaxantes. Aussi, n'hésitez pas à préparer un bain tiède à votre bébé lorsque les maux dentaires sont trop intenses. Cette petite plongée en eau douce devrait le relaxer. En effet, le seul fait de barboter dans l'eau et d'en éprouver la sensation sur la peau a la vertu de faire oublier la douleur. Bien sûr, veillez à ce que l'eau soit à 37°C et surtout ne laissez jamais votre enfant dans le

bain sans surveillance.

Un doux massage

Le massage fonctionne à peu près comme le bain tiède, il aide le bébé à ne plus se focaliser sur la douleur et donc à moins la ressentir. Vous l'allongez sur le ventre sur une surface molle comme un petit matelas ou sa table à langer et vous le massez depuis les épaules jusqu'aux pieds, lentement et doucement. Ce n'est pas un massage en profondeur mais davantage des caresses appuyées. En général un quart d'heure suffit pour relaxer le bébé mais si vous voyez que ce n'est pas le cas, allongez-le sur le dos et massez-lui le ventre.

Trucs et astuces

Éviter qu'une poêle n'attache



Pour remédier à ce problème, il faut enduire le fond de la poêle avec du gros sel et bien frotter. Essuyer à sec sans laver et faire cuire les aliments qui n'attacheront plus.

Faire sécher des herbes aromatiques



Commencer par les laver à l'eau pure et les sécher naturellement. Les mettre en petits bouquets, les pendre par les tiges têtes en bas dans un endroit sombre et sec comme le grenier par exemple.

Surgeler des haricots verts



Les équeuter, les laver et les mettre dans des petits sacs de congélation et marquer la date. Lorsqu'on les sort du congélateur, il faut les cuisiner de suite comme des frais.

Rattraper une mayonnaise



Mélanger une cuillerée de votre « raté » dans un bol, avec une cuillère d'eau ou de lait froid. Battre rapidement avec une fourchette, en incorporant au fur et à mesure le reste de votre mayonnaise.

Mots Fléchés N°3535

inattendu adepte du funboard	↓	trait d'union défonçait	↓	ferment supérieur	↓	port naturel phéno- mène	↓	adorés invoqua	↓	infligeras un blocus blagueras	↓	création	↓
effaceurs de bosses avalées	→					resserrée	→					velléité	↓
inscrites ancien bouquier	→					les plus âgées mer grecque	→						
couvent isolé	→		manda- nèse hommes d'état	→		attirance	↓	indice double crochet	→		partie de partie	→	
orage	→					expéri- menteras achevées	→						expédi- tions
toilettes rustiques	→										plat de roulante	→	
mélanger	→							vaque reste utile	→		aperçus	↓	
inven- taire	→	brillante imitation hargnes	→					parts de folklore négation	→		se rend	→	
	→			parents (les) grasses volailles	→						outil de soudeur bien tassée	→	percer
paisible	→	grandir changeait	→								début de gamme pleine de trous	→	
	→					résultats de matches	↓	grandes flaques être diane	→				extirpe
signées patro- nyme	→							jouer en silence joueuse	→				raison- nables
	→		produi- ras vite	→									
amure châtier	→			belle réception un ton sous mi	→							petit cube	→
	→					aigle des mers maison du midi	→					principe taoïste	→
facile- ment volatiles bavards	→										chefs de paquebot gloussé	→	
	→					flour décorative	→					feuilletée	→
chefs absolus	→							bien dressées	→				

SUDOKU	N°3535	SOLUTION SUDOKU	SOLUTIONS MOTS
		N°3534	FLECHES 3534

								2
7			9					6
			3	6	7	1	4	
5					6		7	
6		8		1		9		
9		7						5
	5	1	4	3	2			
7			1					2
3								

5	3	6	4	7	9	2	8	1
8	2	7	5	1	3	4	6	9
9	1	4	8	6	2	5	7	3
7	9	5	2	3	6	1	4	8
6	4	2	1	8	7	9	3	5
1	8	3	9	5	4	6	2	7
4	7	9	3	2	5	8	1	6
2	6	1	7	9	8	3	5	4
3	5	8	6	4	1	7	9	2

• M • V • A • R • F • U • C
J A L O U S I E • R O T I R
• N A I N S • S A I S I R A
O U B L I A I E N T • L I T
• M O I S I R A I • M I S E
V I R E • N A U S E E S • R
• L I R A I S • E T R A V E
P I E • R E C I T • S I A L
• T U E R • I O T A • S I L
R A S S E M B L E R A • N E
• R E C T A L E • A R M E •
L I M A • S E • D I G E S T
• E M I S S A I R E S • R
A N N O T E • P R E N D R A
• A T T E R R E E • T A I N
O R • A M O U R • S E M A S
• R E G • N E C R O S E • I
R E C E N T R E E S • S O T
• R O S E • A V A I S • D E
B A L • P A I R • E I D E R
• S E L E C T A I S • U S A

Le peuple Bajau se serait génétiquement adapté pour plonger plus longtemps

Le peuple Bajau, dont les membres passent 60% de leurs journées à plonger, possède une rate 50% plus grosse que celle du peuple non plongeur voisin, ce qui leur permettrait une meilleure oxygénation en apnée, d'après une nouvelle étude.

La première preuve d'une adaptation génétique de l'être humain à la plongée en profondeur, à savoir le développement exceptionnel de la rate du peuple Bajau en Indonésie, a été publiée dans la revue Cell d'avril 2018.

L'organisme des êtres humains, comme celui des autres mammifères plongeurs, répond à l'apnée et à l'immersion faciale en eau froide par différents effets physiologiques. Ainsi, plonger entraîne un ralentissement des battements du cœur (bradycardie), ce qui réduit la consommation d'oxygène, ainsi qu'un rétrécissement des vaisseaux sanguins périphériques (vasoconstriction), qui redistribue sélectivement le flux sanguin vers les organes les plus sensibles à l'hypoxie. La contraction de la rate (ou spléno-contraction) permet d'injecter un surplus de globules rouges oxygénés dans la circulation. Une seule

contraction de la rate expulse environ 160 mL de globules rouges, provoquant une augmentation de 2,8 % à 9,6 % de la teneur en oxygène du sang, d'après les auteurs de la publication.

La rate des Bajau est 50 % plus grosse que celle du peuple non plongeur voisin

Des chercheurs ont d'ailleurs montré en 1990 que la rate des plongeurs japonais se contractait plus que la normale, ce qui augmentait le taux d'oxygène dans le sang jusqu'à 9 % pendant les plongées. Surnommés les "nomades de la mer", les Bajau pêchent en descendant jusqu'à 70 mètres de profondeur avec pour seuls équipements des poids et un masque de bois. Ils passent jusqu'à 60 % de leur journée de travail de 8 heures à plonger à la recherche de poissons, pieuvres et autres crustacés. grosse que celle des Saluan ! En comparant le génome des Bajau à deux populations différentes (es Saluan et les Han chinois), les scientifiques ont trouvé 25 sites génomiques ayant d'importantes différences. L'un d'entre eux est le gène PDE10A, qui affecte l'activité thyroïdienne chez la souris, ce qui à son tour influe sur la taille de la rate. Chez l'homme, ces hormones thyroïdiennes régulent la production de globules rouges chez le nouveau-né, expliquent les auteurs de la publication, la largeur de la rate des Bajau indiquerait ainsi



un volume plus élevé de globules rouges. Leur génétique pourrait ainsi fournir un "avantage double" : à la fois "une quantité accrue de cellules oxygénées" et "un plus grand réservoir dans lequel les stocker", écrivent les chercheurs. Mais tout le monde n'est pas encore convaincu par ces travaux. Des recherches supplémentaires

sont donc nécessaires. Si elle se vérifiait, cette découverte pourrait accélérer la recherche médicale sur la façon dont le corps réagit au manque d'oxygène dans différentes circonstances, comme la plongée mais aussi l'altitude, une intervention chirurgicale ou une maladie pulmonaire.

Les animaux peuvent-ils vraiment prédire un séisme ?



Certains animaux comme les éléphants sont soupçonnés de pouvoir prédire les séismes avant qu'ils ne se produisent.

Les animaux possèdent-ils vraiment un sixième sens qui leur permet de prédire un séisme avant que celui-ci ne se produise ? Pour l'instant, aucune preuve ne vient

étayer ce phénomène, ont répondu le 17 avril 2018 dans le *Bulletin of the Seismological Society of America* des chercheurs du Centre de Recherche pour les Géosciences situé en Allemagne. Pour en arriver à cette conclusion, les sismologues ont épluché 180 études

scientifiques sur le sujet, regroupant en tout plus de 700 observations durant 160 tremblements de terre différents et analysant le comportement de 130 espèces. Selon ces publications scientifiques, les animaux appréhendent un séisme quelques mois à quelques secondes avant que

celui-ci ne se déclenche. Certaines relatent des cas où le sujet se trouvait à quelques kilomètres de l'épicentre quand d'autres se situaient à plusieurs centaines de kilomètres de là. La plupart des observations relevées étaient ponctuelles, seulement 14 ont été menées sur le "long terme" : la plus longue a seulement duré 1 an. Autre remarque faite par les scientifiques allemands : peu de ces études présentaient des données chiffrées. Selon eux, le manque de rigueur scientifique de ces recherches ne permet pas de conclure que les animaux adoptent un comportement anormal avant le déclenchement d'un séisme.

Les animaux sentiraient le séisme dès le début, mais pas avant

Cependant, ils ont découvert que le nombre d'animaux précurseurs

relevés est lié à la proportion de tremblements, ce qui laisse penser que la plupart d'entre eux ont en réalité senti le séisme alors que celui-ci avait déjà débuté. Les comportements dits anormaux commencent donc dès les premières étapes d'un séisme, des changements subtiles que les humains ne perçoivent pas forcément. "Les animaux sentent peut-être les ondes sismiques générées par les tremblements, suggère dans un communiqué Heiko Woith, auteur principal de l'étude. Une autre option est que les effets secondaires déclenchés par les tremblements - comme des changements dans les eaux souterraines ou le dégagement de gaz provenant du sol - soient sentis par les animaux". Dans tous les cas, les chercheurs pensent qu'ils ne sentent pas des changements environnementaux avant le début du processus mais bien quand celui-ci est déjà entamé.

L'encyclopédie

DES INVENTIONS

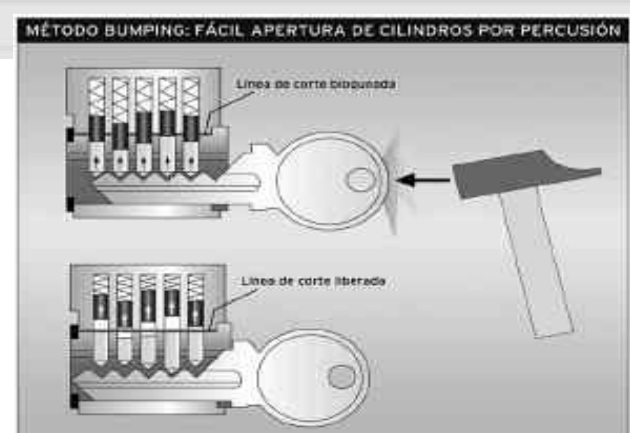
SERRURE DE HAUTE SÉCURITÉ

Inventeur : Fichet-Bauche

Date : 1969

Lieu : France

La forme des clés Fichet-Bauche et la conception novatrice de leur système, permettent de créer plus de dix millions de clés différentes, rendant leur copie extrêmement difficile. Pour encore plus de sûreté, le système de clé prisonnière à l'ouverture retient la clé tant que la serrure n'est pas condamnée.



**TWILIGHT
LA RÉVÉLATION**

21h00



La nouvelle du futur mariage de Bella et Edward suscite des réactions très contrastées. Peu avant les noces, Edward révèle à sa future épouse qu'il a chassé des humains alors qu'il n'était qu'un jeune vampire rebelle. Mais Bella l'accepte tel qu'il est : la cérémonie a lieu, en présence des familles. Même Jacob, inquiet pour l'avenir de Bella, fait une discrète apparition. Peu de temps après, les jeunes mariés s'envolent pour leur lune de miel au Brésil. Bientôt, Bella comprend qu'elle est enceinte d'Edward, ce qui pourrait mettre sa vie en péril.

**SHOOTER
TIREUR D'ÉLITE**

21h00

8

Bob Lee Swagger, un tireur d'élite d'exception, a quitté l'armée, après avoir été victime d'une trahison. Retiré dans un chalet peu accessible, dans les montagnes, l'homme voit un jour arriver le colonel Isaac Johnson. L'officier, qui travaille pour les services secrets, affirme que le président américain va prochainement être la cible d'un assassinat. Seule l'expertise de Swagger peut permettre de localiser à temps l'emplacement que choisira le tireur. Swagger finit par offrir son aide. Mais, une nouvelle fois, Swagger est victime d'une manipulation et se retrouve traqué à travers le pays par des mercenaires.

SPEAKERINE

21h00

2

Soupçonnée d'être mêlée à la mort de Marcel Lindet, Christine est remplacée à l'écran par Isabelle, la jeune et fraîche recrue. La thèse du suicide ayant été confirmée, le commissaire Jarrel consent finalement à libérer Christine, qui se rend chez Eric pour lui remettre les négatifs de la soirée libertine. Ce dernier a coupé les ponts avec Colette. Mineure et enceinte, l'adolescente n'a d'autre solution que d'avoir recours un avortement clandestin.

LE MONDE DE JAMY

21h00

E

Pour le 1^{er} numéro de cette émission consacrée au savoir et à la découverte, Jamy propose un voyage au plus près des volcans. Il s'est rendu sur les flancs d'un des volcans les plus actifs au monde, le Kilauea, à Hawaï, au pied de celui de Montserrat aux Petites Antilles, au bord du cratère en fusion de l'Erta Ale en Ethiopie et près du Vésuve en Italie. Il a rencontré des scientifiques et des passionnés qui travaillent souvent au péril de leur vie.



LA SÉLECTION DU MIDI LIBRE

**UNE PLACE
AU SOLEIL**

21h00



Jeune homme pauvre, George Eastman est reçu chez son oncle Charles, un riche industriel. Malgré les réticences de son entourage, ce dernier lui offre un travail d'ouvrier dans son usine. A l'atelier, George rencontre la douce Alice. Elle se méfie de lui, du fait de son nom de famille, mais finit par céder à ses avances. Un jour, alors qu'il vient d'être promu, George est invité à une réception chez son oncle. Là, il fait la connaissance d'Angela, une riche héritière. Alors qu'il veut revoir la belle jeune femme, Alice lui annonce qu'elle est enceinte.

**MONTREUX COMEDY
FESTIVAL**

21h00

4

Rendez-vous immanquable des humoristes les plus populaires, le Montreux Comedy Festival s'est tenu du 1^{er} au 5 décembre 2016, en Suisse. Ce soir place aux meilleurs moments avec des comiques en herbe ou confirmés, dans tous les genres : stand-up, one-man-show, magie, musique et improvisation.

**WILD
LA COURSE DE SURVIE**

21h00

M

C'est à plus de 4.500 mètres d'altitude, quasiment la hauteur du Mont Blanc, que Stéphane Rotenberg donne le départ de l'ultime course de survie, la plus importante de toute la compétition. Les duos, qui ont déjà survécu à la jungle ou au désert, ont deux jours pour rejoindre l'arrivée. Dans cette finale, seule la première place compte. Les candidats doivent affronter la soif, la faim, le manque d'oxygène et des conditions climatiques extrêmes. Piégé par le brouillard, un duo s'égare. Il faut avancer malgré tout.

**CAMPING
PARADIS**

21h00

TF1

Xavier est impatient de retrouver Alexandra, avec qui il a eu une aventure et qui vient au camping pour animer un atelier pâtisserie cupcake. A son arrivée, il présente son invitée à toute l'équipe, ravie de l'accueillir. Tom, qui a rencontré la jeune femme par hasard un peu plus tôt sans savoir de qui il s'agissait, semble tomber sous son charme. Pendant ce temps, Zacharie vient passer quelques jours avec sa nièce et son neveu, deux adolescents sous sa tutelle depuis la mort de leur mère.

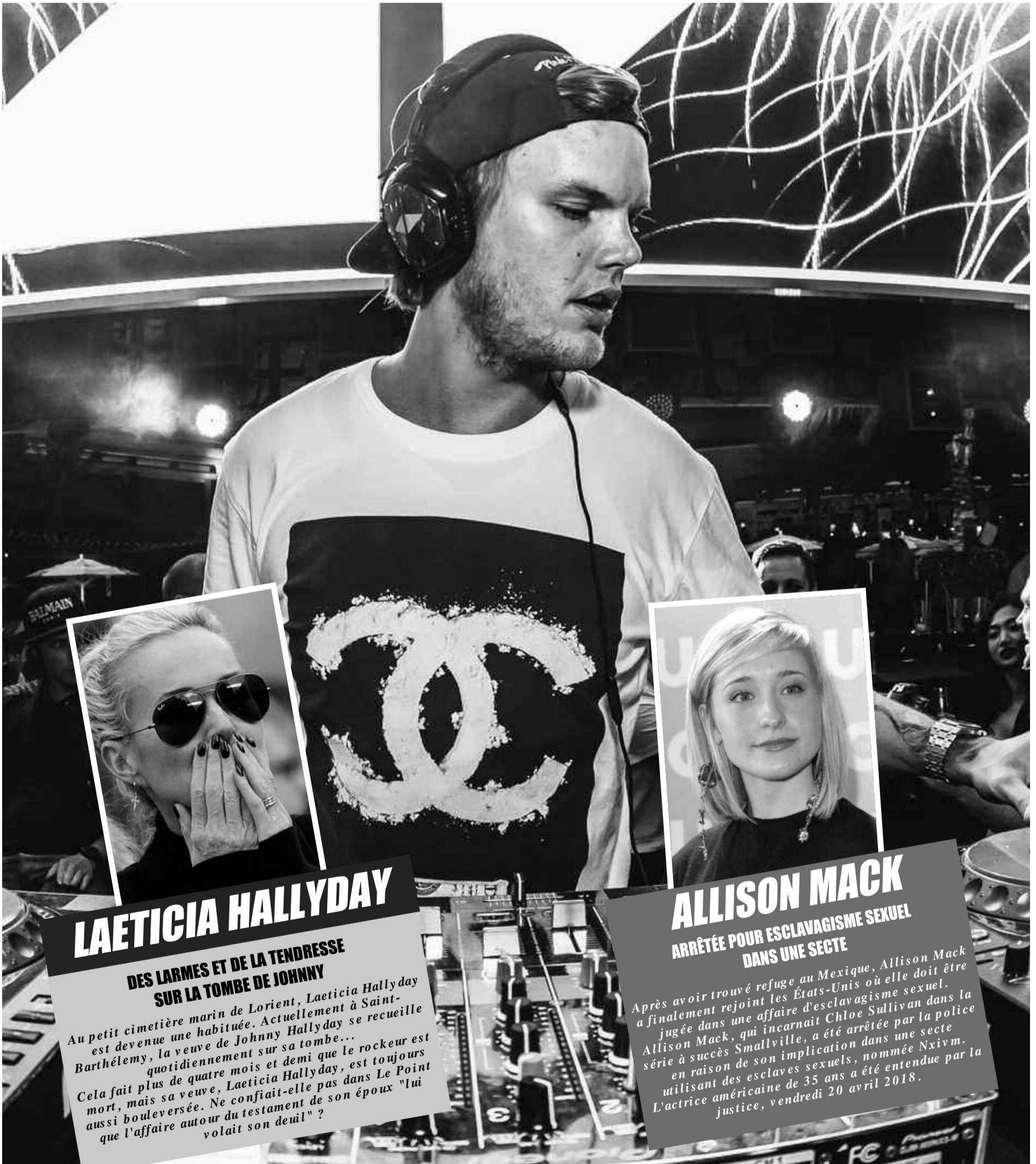
DJ AVICII

MORT DU DJ AVICII : IL Y A DEUX ANS, IL RÉVÉLAIT SES PROBLÈMES DE SANTÉ...

Après l'onde de choc provoquée vendredi 20 avril par la mort du jeune et populaire DJ suédois Avicii, les questions se multiplient sur la cause de sa mort, soudaine. Son représentant a affirmé qu'il ne fera pas de

commentaires mais ses problèmes de santé refont surface... Vendredi 20 avril 2018, la famille d'Avicii, de son vrai nom Tim Bergling, a annoncé sa mort par le biais d'un communiqué de l'agent de l'artiste. Le

jeune homme, à qui on doit le tube Wake Me Up, a été retrouvé mort à Mascate dans le sultanat d'Oman. Le mystère entoure sa mort mais Variety souligne qu'il avait des problèmes de santé.



LAETICIA HALLYDAY

DES LARMES ET DE LA TENDRESSE SUR LA TOMBE DE JOHNNY

Au petit cimetière marin de Lorient, Laeticia Hallyday est devenue une habituée. Actuellement à Saint-Barthélemy, la veuve de Johnny Hallyday se recueille quotidiennement sur sa tombe... Cela fait plus de quatre mois et demi que le rockeur est mort, mais sa veuve, Laeticia Hallyday, est toujours aussi bouleversée. Ne confiait-elle pas dans Le Point que l'affaire autour du testament de son époux "lui volait son deuil" ?

ALLISON MACK

ARRÊTÉE POUR ESCLAVAGISME SEXUEL DANS UNE SECTE

Après avoir trouvé refuge au Mexique, Allison Mack a finalement rejoint les États-Unis où elle doit être jugée dans une affaire d'esclavagisme sexuel. Allison Mack, qui incarnait Chloe Sullivan dans la série à succès Smallville, a été arrêtée par la police en raison de son implication dans une secte utilisant des esclaves sexuels, nommée Nxivm. L'actrice américaine de 35 ans a été entendue par la justice, vendredi 20 avril 2018.

Fajr	04h20
Dohr	12h47
Asr	16h21
Maghreb	19h33
Icha	21h01

SYRIE

COMMENT LA SAMS VEND LE CHANGEMENT DE RÉGIME ET LA GUERRE AUX USA

Le journaliste d'investigation, Max Blumenthal, explique que James Mattis, le secrétaire américain de la Défense disait vendredi dernier ne pas avoir de preuves formelles de l'implication d'Assad dans l'incident de Douma, ou même d'une attaque chimique tout court. Ses sources, continue Blumenthal, étaient selon Mattis "les réseaux sociaux, qui démontraient que cette attaque avait réellement eu lieu". Blumenthal se pose la question de l'identité de ces "sources sur les réseaux sociaux". Et la réponse est que, tout comme l'année dernière pour Khan Cheikhoun où un incident similaire avait déclenché des frappes de représailles contre la Syrie d'Assad de la part des USA, ces sources sont principalement deux : les Casques blancs et la Syrian American Medical Society (Société médicale syrienne américaine, acronyme anglais SAMS).

Des rapports sur des allégations non prouvées d'attaque chimique à Douma, la ville de Syrie auparavant occupée par le groupe rebelle Armée de l'Islam (Jaych al Islam), reposent invariablement sur une source-clé : la Fondation Syrian American Medical Society (SAMS). Avec les Casques blancs, la SAMS a été citée par le *Washington Post*, le *New York Times*, *CNN* et virtuellement tous les médias occidentaux qui rapportent l'incident. A Douma, l'équipe de la SAMS a affirmé avoir traité plus de 500 personnes qui présentaient des symptômes "d'exposition à un agent chimique".

Le groupe a également joué un rôle central dans la mise en forme de la version officielle de l'attaque au sarin de la zone occupée par al-Qaïda de Khan Cheikhoun en avril 2011, fournissant des échantillons biomédicaux à l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC), qui violait son protocole établi en acceptant des éléments d'enquête sans chaîne de traçabilité vérifiable. Cet incident a déclenché le lancement de représailles de 57 missiles de croisière sur une base aérienne syrienne par l'armée américaine. Presque exactement un an plus tard, un événement étonnamment similaire est censé avoir dépassé la "ligne rouge" encore une fois, et a provoqué un assaut des USA et de leurs alliés.

La SAMS affirme être une "organisation médicale apolitique, à but non lucratif", et est citée comme autorité crédible par les médias qui rapportent les événements de Douma. Très peu de publications sont disponibles sur les origines de l'organisation en tant qu'émanation de l'opposition islamiste, sur son engagement dans des opérations d'influence sophistiquées à la frontière de la Syrie avec la Turquie, ou de sa proche relation avec des éléments néocons de Washington et des affiliés d'Al-Qaïda en Syrie.

La SAMS n'est pas seulement un groupe de médecins syriens qui soignent des blessés dans des zones de guerre, et ne peut pas non plus être considérée comme une source objective sur des attaques chimiques ou autres atrocités. L'organisation est un lobby puissant soutenu par l'USAID* qui fonctionne avec une détermination sans faille pour soutenir la guerre de changement de régime et mettre des islamistes au pouvoir à Damas.

La SAMS a été fondée en 1998 par des membres de la diaspora syrienne aux USA, qui est concentrée dans la banlieue de Chicago. Avant la rébellion armée de 2011 contre le président Bachar el-Assad, le groupe avait envoyé plusieurs délégations médicales en Syrie, probablement en coopérant avec le gouvernement pour avoir ses entrées. "Un ancien membre de la SAMS m'a contacté pour me dire que la révolte armée avait vu une prise de pouvoir du Comité directeur par des sympathisants des Frères musulmans. Elle m'a dit qu'elle et d'autres membres chrétiens et laïques avaient démissionné du groupe alors qu'il se transformait en ce qu'elle a décrit



comme - l'hôpital mobile chirurgical militaire d'Al-Qaïda - (acronyme anglais MASH", en référence au film, NdT)

Financements de l'USAID, liens avec anti-iranienne

Selon le rapport financier de la SAMS pour 2015 (PDF), le budget de l'organisation a bondi de 672,987 dollars en 2013 à presque 6 millions de dollars en 2015 - il a donc presque été décuplé. Plus de 5,8 millions de dollars de ce financement provenaient de l'USAID, un bras du Département d'État qui maintient son propre - Bureau des initiatives de transition - pour appuyer les changements de régime dans les pays ciblés par l'Occident. Le directeur exécutif de la SAMS, David Lillie, se trouve également être un ancien employé de l'USAID, tout comme le directeur des opérations de la SAMS Tony Kronfli.

Presque tout au long du conflit en Syrie, les opérations de la SAMS ont été supervisées par Zaher Sahloul, un agent ardemment anti-iranien engagé dans la promotion d'une guerre de changement de régime contre le gouvernement syrien. Après avoir insisté, sans succès, auprès de Barack Obama pour instaurer des no-fly zones de l'Otan dans le ciel syrien, une politique dont Hillary Clinton avait admis qu'elle allait "tuer de nombreux Syriens", Sahloul a accusé le président d'avoir "autorisé un génocide en Syrie". Le 20 septembre 2016, Sahloul a participé à un rassemblement new-yorkais qui visait à pousser à un conflit avec l'Iran, également. Le rassemblement était organisé par des exilés iraniens de l'OMPI (Organisation des moudjahiddines du peuple iranien), une organisation internationale louche dédiée à un changement de régime en Iran qui a été décrite comme "un culte terroriste". L'ancien sénateur néocon Joseph Lieberman, un bénéficiaire des largesses de l'OMPI, figurait parmi les orateurs. Quelques jours plus tard, le journaliste néocon Eli Lake a salué Sahloul et ses collègues, selon lui "des Syriens-Américains qui tenaient tête à l'Iran".

L'American Coalition for Syrian Relief, une ONG affiliée à la SAMS, a soutenu l'appel du président Donald Trump à des "zones de sécurité" en Syrie, un euphémisme pour des no-fly zones qui demanderaient les forces aériennes des USA pour être instaurées. Pendant ce temps, pour donner plus de poids à ses efforts, Sahloul s'est coordonné avec la Jewish United Federation of Chicago, une organisation islamophobe de premier plan et une opposante majeure à l'organisation de la solidarité en Palestine.

Le fils de Sahloul, Adham, a travaillé en tant que lobbyiste de la SAMS à Gaziantep, en Turquie, la base des services de renseignements occidentaux et locaux qui coordonnaient les opérations d'insurrection et d'information à la frontière syrienne. Tout en contribuant à plusieurs médias soutenus par le Qatar comme Middle East Eye et Al Araby, Adham Sahloul avait auparavant travaillé pour Portland Communications, une firme

de relations publiques fondée par un ancien expert en communication de Tony Blair (en 2016, le leader syndicaliste britannique Len McCluskey avait accusé Portland Communications d'être à la tête de la tentative de coup d'État des partisans de Tony Blair contre le nouveau leader du Labour, Jeremy Corbyn. [les - Blairites - ont mené plusieurs charges coordonnées contre Jeremy Corbyn pour le renverser et reprendre le contrôle du Labour (le Parti travailliste britannique), NdT].

Pour sa part, Zaher Sahloul a traité les journalistes critiques de "cinquième colonne qui ont fait l'apologie de criminels de guerre et d'équivalents de la machine de propagande d'Hitler".

Opérations de manipulation de l'information, du cœur d'Al-Qaïda jusqu'à Washington

Les unités d'assistance à la coordination de la SAMS ont envoyé des aides et monté des hôpitaux de campagne dans des camps de réfugiés et des territoires contrôlés par les insurgés de Syrie. A Idlib, la zone sous contrôle d'Al-Qaïda où la SAMS opère aux côtés de l'administration dirigée par les insurgés, « la mixité dans les écoles a été abolie, les femmes forcées de porter le voile et des posters d'Oussama Ben Laden ont été accrochés aux murs », selon Joshua Landis, le directeur du Centre d'études sur le Moyen-Orient de l'université de l'Oklahoma. Bien que la SAMS déclare entretenir 100 hôpitaux en Syrie, toute vérification ou évaluation indépendante est virtuellement impossible, étant donné que les journalistes occidentaux volontaires pour tenter d'accéder à ces zones sont régulièrement kidnappés ou tués. En 2015, selon le *Washington Post*, la Banque Chase a clôturé le compte bancaire de la SAMS sans explication. Sahloul a dirigé un groupe sur WhatsApp qui semble avoir fourni aux médias internationaux les premières images d'Omran Daqneesh, le "petit garçon poussièreux" d'Alep-Est, dont l'image traumatisée a immédiatement été placardée à la Une des journaux et tenue pour preuve de la cruauté inouïe d'Assad. Les images originales avaient été prises par Mahmoud Raslan, un activiste affilié à Nourideen al-Zinkil, un groupe insurgé soutenu par la CIA qui avait décapité un prisonnier palestinien de 19 ans.

Un an plus tard, le père d'Omran, Mohammad Kheir Daqneesh, a révélé que sa famille et lui avaient été exploités par des activistes insurgés. Un Casque blanc avait arraché Omran de ses bras pour le poser dans une ambulance, a déclaré Mohammad Daqneesh. Il a aussi révélé qu'un démagogue de la télévision saoudienne avait offert à sa famille une forte somme pour se faire porte-parole de l'opposition armée, mais qu'en tant que partisan du gouvernement syrien, elle avait refusé. A la suite de cette révélation, Omran a été soustrait à la vue des Occidentaux et supplanté par des mascottes de l'opposition islamiste syrienne comme Bana Alabed, Noor et Ala, et Mohamed Najem qui ont récemment figuré dans une opération-séduction photographique en compagnie du président turc Recep Tayyip Erdogan et se sont vus accorder la nationalité turque à titre honorifique. Revenons à Washington. La SAMS se vante d'être "devenue leader dans la représentation et l'engagement des législateurs, et de faire du lobbying auprès du Congrès, du Département d'État et des Nations-Unies pour un changement de régime en Syrie. - Quand la SAMS parle, les gens écoutent -" selon une citation d'un officiel non nommé du Département d'État publiée dans une brochure promotionnelle de la SAMS. Et tant pis pour leur image de groupe "apolitique" d'humbles médecins de terrain. Le 16 avril 2015, Sahloul et le coordinateur de la SAMS à Idlib Mohamed Tennari ont témoigné devant le Conseil de sécurité des Nations unies et allégué d'attaques au chlore par le gouvernement syrien contre le canton d'Idlib sous contrôle d'Al-Qaïda. La rencontre était orchestrée par l'ambassadrice des USA à l'Onu de l'époque, Samantha Power, partisane active d'une intervention militaire en Libye et en Syrie (Tennari a ensuite été dépeint comme "un médecin de terrain syrien" par CNN ; son travail dans un territoire contrôlé par Al-Qaïda a été omis.) Lors de son gala annuel, le 6 mars 2017, la SAMS a accueilli l'ancien ambassadeur des USA Frederic Hof, le directeur sur le départ du Rafik Hariri Center, une émanation du think tank néocon Atlantic Center de Washington DC financée par des Etats du Golfe. Devant son auditoire, Hof a appelé à une augmentation des transferts d'armes aux rebelles syriens, à une no-fly zone contrôlée par les USA pour Idlib, la province occupée par des affiliés locaux d'Al-Qaïda, et à un blocage de la reconstruction des infrastructures détruites en Syrie jusqu'à la réussite du changement de régime. Un peu plus d'un an plus tard, en se fondant principalement sur les affirmations d'agents de terrain de la SAMS, les USA, le Royaume-Uni et la France ont semblé vouloir concrétiser les aspirations de l'opposition syrienne. Et, alors qu'une guerre catastrophique pourrait s'annoncer, les populations restent dans le flou sur l'une des organisations-clés de ces exhortations à la guerre.

Max Blumenthal

*Paru sur *The Grayzone Project* et RT sous le titre *Al-Qaeda's MASH unit: How SAMS is selling regime change & driving US to war*

Traduction et source pour la version française : Entelekheia

*Note de la traduction : l'USAID, en français agence des États-Unis pour le développement international, est selon son intitulé une organisation américaine dédiée à l'assistance internationale indépendante du gouvernement des USA. Nous ne savons pas ce que le mot "indépendante" est censé signifier ici, étant donné qu'elle constitue - très officiellement - une branche du Département d'État des USA.

Max Blumenthal est un journaliste d'investigation primé. Il a co-fondé *Alternet* et travaillé pour le *Daily Beast*, *Al Akhbar*, *The Nation*, *Al Jazeera English*, *Salon.com*, *Alternet*, le *Huffington Post*, le *Washington Monthly* et *Media Matters for America*. Il a écrit deux livres, *Goliath* et *Republican Gomorrah*.